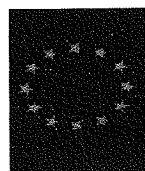


**République Centrafricaine  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ELEVAGE**

-----  
**Agence Nationale  
pour le Développement de l'Elevage  
Projet PARC – RCA  
7 ACP RPR 396 PARC**



**UNION EUROPÉENNE**

-----  
**Délégation de la Commission des  
Communautés Européennes en  
République Centrafricaine**

\* \* \*

**MISSION D'APPUI A LA COMPOSANTE  
"SENSIBILISATION ET COMMUNICATION"  
POUR LE FONCTIONNEMENT  
D'UN RESEAU D'EPIDEMIOSURVEILLANCE PARC  
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**( 21 Novembre - 03 Décembre 1999 )**

---

**Alain LE MASSON**

**Rapport N° 03.00**

**Février 2000**



**CIRAD-EMVT**  
Département Elevage et Médecine  
Vétérinaire du CIRAD  
Campus International de Baillarguet  
TA 30 / A  
34398 Montpellier Cedex 5

\* \* \*

**MISSION D'APPUI A LA COMPOSANTE  
"SENSIBILISATION ET COMMUNICATION"  
POUR LE FONCTIONNEMENT  
D'UN RESEAU D'EPIDEMIOSURVEILLANCE PARC  
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**( 21 Novembre - 03 Décembre 1999 )**

---

**Alain LE MASSON**

**Rapport N° 03.00**

**Février 2000**



**CIRAD-EMVT**  
Département Elevage et Médecine  
Vétérinaire du CIRAD  
Campus International de Baillarguet  
TA 30 / A  
34398 Montpellier Cedex 5

**AUTEUR(S) : LE MASSON Alain**

**ACCES AU DOCUMENT :**  
Service Documentation  
du CIRAD

**ORGANISME AUTEUR : CIRAD-EMVT**

**ACCES A LA REFERENCE  
DU DOCUMENT : Libre**

**ETUDE FINANCEE PAR : UNION EUROPEENNE**

**REFERENCE : Contrat d'assistance technique - Mission d'appui ANDE / CIRAD-EMVT**

**AU PROFIT DE : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**TITRE : Mission d'appui à la composante "sensibilisation et communication" pour le fonctionnement d'un réseau d'épidémiosurveillance PARC en République Centrafricaine.**

**TYPE D'APPROCHE : Mission d'appui du 21 Novembre au 03 Décembre 1999**

**DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Janvier 2000 - Montpellier**

**PAYS ou REGIONS CONCERNES : CENTRAFRIQUE**

**MOTS CLES : Campagne antipestique, communication, sensibilisation, cordon sanitaire, vaccination, marquage, documents pédagogiques, épidémiosurveillance**

**RESUME :**

La campagne de vaccination 1999 a été lancée tardivement et avec une sensibilisation insuffisante dans les quatre régions du pays, en conséquence les résultats à en attendre seront inférieurs aux campagnes précédentes.

Les tournées de terrain ont fait ressortir un manque de coordination entre les principaux intervenants sur le terrain, l'ANDE et la FNEC, et la réactivation de cette collaboration est une des recommandations essentielles. La Cellule de Communication a diffusé des messages par les différents canaux (radio, journal, réunions, documents pédagogiques...) mais ses moyens sont encore trop limités tant en équipement qu'en déplacement. Le sensibilisation dans les deux zones prioritaires du cordon sanitaire (région Nord et extrême Est) doit rester une préoccupation majeure et être menée en s'appuyant sur des documents pédagogiques adaptés pour toucher un public d'éleveurs, de commerçants et de bouchers qui ne connaît pas les symptômes de la peste bovine.

La collaboration avec le PRASAC peut permettre au PARC-PACE de s'adjoindre des éléments supplémentaires de surveillance et d'aide à la décision par l'accès aux SIG.

Pour l'appui à la mise en place et au fonctionnement du réseau d'épidémiosurveillance, la Cellule de Communication du PARC-PACE devra s'appuyer et sensibiliser les différents niveaux des cinq réseaux de communication qui existent, l'ANDE, la FNEC et ses groupements et fédérations, l'ACCB, l'ANBC et les structures traditionnelles, pour toucher à la base, les 24 000 éleveurs. Cette fonction de sensibilisation, dont dépend finalement la réussite de la vaccination et de la sérosurveillance, ne sera assurée qu'en donnant à la Cellule de Communication-Sensibilisation, tous les moyens de remplir sa mission.

# SOMMAIRE

## I. INTRODUCTION

1.1. Contexte	1
1.2. Termes de référence de la mission	1
1.3. Déroulement de la mission	2

## LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION et LES RECOMMANDATIONS

<b>1.4. Le suivi des recommandations</b>	<b>3</b>
2.1.1. En matière de sensibilisation – communication	4
2.1.2. La répartition des rôles de sensibilisation	7
2.1.3. Les supports de la communication	8
<b>2.2. Les enseignements de la mission de terrain</b>	<b>10</b>
2.2.1. La tournée dans la Région Nord (Birao)	10
Les vaccinations, les transhumances et le commerce du bétail	
La nécessité d'une communication sous-régionale	
2.2.2. La tournée dans l'extrême Est (Zémio)	12
Les transhumances soudanaises de Bambouti à Mboki	
L'axe de commercialisation de Zémio à Bangui	
La zone de transhumance à l'est de Djéma	
L'élevage et la zone cynégétique	
2.2.3. La tournée dans la région Centre (Boali, Bossembélé)	15
Une campagne de vaccination sans campagne de sensibilisation	
Une campagne de vaccination en période de transhumance	
2.2.4. La tournée dans la Région Est (Bambari, Digui, Bokolobo)	17
Une vaccination au retour de la transhumance ?	
Un réel besoin d'apprendre à reconnaître une maladie inconnue, la peste bovine	
Une situation de perception des taxes de vaccination à clarifier	
<b>2.3. La collaboration PARC-RCA et l'Animation Mutualiste de la FNEC (DAM)</b>	<b>18</b>
2.3.1. La sensibilisation à la campagne de vaccination	18
2.3.2. L'appui aux réseaux d'épidémio-surveillance	19
<b>2.4. La collaboration entre le PACE et le PRASAC (observatoire du changement)</b>	<b>20</b>
<b>2.5. La mise en place du Réseau d'Epidémio-surveillance.</b>	<b>21</b>
2.5.1. Le réseau de sensibilisation est-il différent du réseau d'épidémio-surveillance ?	
2.5.2. Quel message faire passer concernant des maladies inconnues des éleveurs ?	
- surveiller le cheptel	
- isoler les animaux suspects	
- prévenir l'agent vétérinaire	
<b>2.6. Le budget de fonctionnement du volet Communication-Sensibilisation</b>	<b>24</b>
<b>III. CONCLUSION</b>	<b>27</b>

## IV. ANNEXES

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte**

La présente mission s'inscrit dans le cadre du Projet PARC-RCA mis en place en 1995 pour mener des programmes de lutte contre la Peste Bovine (PB) et la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB). Ce Projet est le fruit d'une convention de 1,8 millions d'ECU signée entre la République Centrafricaine et la Commission des Communautés Européennes.

Le Projet PARC-RCA comporte deux volets :

- Volet 1 : Renforcement des services de santé animale et installation d'un cordon sanitaire dans le nord du pays;
- Volet 2 : Appui aux associations d'éleveurs et amélioration de la distribution des intrants.

La présente mission se situe dans le cadre du Volet 1. Les objectifs de ce volet sont en priorité d'améliorer le statut immunitaire du cheptel dans un cordon sanitaire couvrant la moitié Est du pays et de mettre en place une surveillance épidémiologique sur l'ensemble du territoire avec un système d'alerte précoce et d'intervention rapide.

Pour atteindre ces objectifs, le Projet s'est doté d'une Composante Communication-Sensibilisation, chargée d'effectuer le travail en amont et en accompagnement d'une campagne de vaccination et d'une surveillance épidémiologique: information, sensibilisation et conscientisation des éleveurs et de tous les autres partenaires (Autorités, techniciens...) en vue de leur mobilisation.

La présente mission, effectuée du 21/11/99 au 03/12/99 constitue la troisième mission d'appui à cette composante, les deux précédentes ayant eu lieu du 18 novembre au 9 décembre 1997 et du 24 mai au 15 juin 1998 (Rapports CIRAD-EMVT n° 98-001 et n° 98-022)

### **1.2. Termes de référence**

La mission d'appui à la composante Communication-Sensibilisation a pour objectifs d'aider le responsable et son adjoint à :

- sensibiliser les éleveurs au danger que fait peser sur leurs élevages la présence dans les pays voisins de trois maladies contagieuses majeures, en premier lieu la Peste Bovine (PB), puis la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB) et la Peste des Petits Ruminants (PPR).
- sensibiliser les éleveurs à la campagne de vaccination 1999-2000.
- sensibiliser les éleveurs et les autres intervenants à la perspective de la stratégie du Projet PACE, avec l'existence d'un cordon sanitaire dans l'Est du pays (dans lequel

la vaccination sera obligatoire) et d'un arrêt de la vaccination à l'ouest de ce cordon.

- sensibiliser les éleveurs à la participation à un réseau de surveillance épidémiologique sur toute l'étendue du territoire
- aider à mettre au point les thèmes de sensibilisation et les supports pédagogiques nécessaires à une bonne communication.

### **1.3. Déroulement de la mission**

La mission "Communication" était composée du Chargé de Communication au Projet PARC / ANDE, Monsieur Georges Ziami-Ndamoyen et du consultant.

Le consultant a pu se rendre en avion dans :

- la Région Nord à Birao les 22 et 23 novembre pour y rencontrer le Représentant de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains de la Région Nord, Monsieur Younous, le Superviseur PARC de la Région Nord, le chef de Secteur et deux techniciens du réseau d'épidémio-surveillance.
- l'Est à Zémio du 23 au 24 novembre pour y rencontrer les Autorités locales (Sous-Préfet et Maire), le Directeur Régional Est, le Docteur Kelengbo et les techniciens du Secteur et du Poste Vétérinaire le plus proche (Rafai).

La mission s'est ensuite rendue dans :

- la DRC à Boali et Bossembélé les 27 et 28 novembre pour y rencontrer les responsables de la Fédération Locale des Groupements d'Intérêt Pastoral (FELGIP) de Boali et les techniciens de Bossembélé.
- la DRE à Bokolobo, Digui et Bambari du 28 au 30 novembre pour y rencontrer le Maire de la Commune d'Elevage d'Ouro Djafoun et le président de la FELGIP de Bokolobo et l'Ardo de Digui.

Avec l'ensemble de ces interlocuteurs, la mission d'appui au Volet "Communication" a abordé les deux thèmes majeurs suivants :

- la campagne de vaccination 1999-2000 et la perspective du PACE
- la mise en place du réseau d'épidémio-surveillance.

## II. LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

### 2.1. Le suivi des recommandations des missions antérieures.

La composante Sensibilisation-Communication est constituée de deux personnes, le Chargé de Communication et son Adjoint. Ils disposent chacun d'une motocyclette pour les déplacements internes à la capitale et n'ont accès à un véhicule que lors des campagnes de sensibilisation programmées en accord avec la Direction du Projet PARC. En ce sens ils n'ont pas une réelle autonomie de budget et de moyens de déplacement.

Pour remplir leur mission, des recommandations avaient été formulées en janvier 1997 à l'attention de la Direction de l'ANDE et du Projet PARC ainsi qu'à la Composante Communication elle-même et le point de situation avait été effectué lors de la mission suivante en juin 1998. Sur 22 recommandations 9 étaient réalisées, 11 en cours de réalisation et 2 non réalisées.

Nous reportons ci-dessous la liste des recommandations et leur niveau de réalisation en juin 1998 :

( R = Réalisé; EC = En Cours; NR = Non Réalisé )

#### 1. Pour supprimer les freins à la sensibilisation-communication :

- 1.1. Mettre au point une stratégie de sensibilisation-communication en 5 points ..... R  
(un planning de sensibilisation au niveau national a été mis au point)
- 1.2. Cibler les éleveurs à sensibiliser à partir d'indicateurs-clés simples ..... R  
(des critères de taux de vaccination et de marquage par secteur ont été établis)
- 1.3. Organiser des échanges d'éleveurs inter-secteurs ..... **NR**
- 1.4. Mettre au point des supports pédagogiques pour la sensibilisation ..... R  
(cartes, dessins croquis ont été intégrés au manuel de sensibilisation)
- 1.5. Répartir les rôles de sensibilisation : se doter des moyens humains ..... EC
- 1.6. Améliorer le Manuel d'Exécution de la Campagne de Vaccination ..... R  
(un cahier de sensibilisation complet a été réalisé)
- 1.7. Mettre les moyens à disposition du Responsable de la Communication ..... EC
- 1.8. Etablir une liaison avec le PARC Régional, capitaliser, suivre ..... R  
(connexion électronique demandée et réception de documents obtenue)
- 1.9. Compléter le Cahier de l'Eleveur par les fiches Peste bovine et PPCB ..... EC
- 1.10. Mettre en place les enquêtes sérologiques ..... R  
(6 000 sérums collectés)

#### 2. Pour supprimer les freins à la vaccination :

- 2.1. Cibler les messages et argumenter pour convaincre ..... EC
- 2.2. Supprimer les "taxes" illégales ..... R  
(les situations litigieuses internes à l'ANDE ont été abordées)
- 2.3. Remplacer le Reçu de Vaccination par une vignette ..... **NR**
- 2.4. Equiper les postes frontaliers pour les rendre opérationnels ..... EC
- 2.5. Impliquer la FNEC dans toutes les réunions nationales et internationales ..... R  
(La FNEC a été associée aux réunions internationales sous-régionales)

#### 3. Pour supprimer les freins au marquage :

- 3.1. Sensibiliser sur l'intérêt réel du marquage ..... EC
- 3.2. Lutter contre les rumeurs dès leur apparition ..... EC

3.3. Doter tous les postes vétérinaires de pinces à marquer.....EC

**4. Points particuliers :**

4.1. Protéger en priorité le bétail de traction des agro-éleveurs.....EC

4.2. Situation de la Région Nord.....EC

4.3. Lutte contre les autres maladies .....EC

4.4. Mission d'Appui Technique à la Sensibilisation-Communication..... R  
(deux missions ont été réalisées sur trois de prévues avant la fin du projet)

Le nouvel état du suivi des recommandations montre des avancées dans certains domaines et des reculs dans d'autres.

**2.1.1. En matière de sensibilisation-communication :**

- la stratégie de sensibilisation proposée n'a été appliquée que très partiellement pour les campagnes de vaccination de 1998 et de 1999. Les 5 points de cette stratégie étaient les suivants :

- participation de la composante à la réunion stratégique de lancement de campagne
- tournée de lancement de campagne dans les 4 régions
- tournée de réajustement des messages de sensibilisation en cours de campagne
- participation à la réunion bilan de fin de campagne dans les 4 régions
- réalisation de missions d'urgence en cas de besoin

En 1999, **la campagne de vaccination nationale n'a été ouverte officiellement que très tardivement (en septembre au lieu de juin)** par une tournée de Monsieur le Ministre du Développement Rural dans la Direction Régionale Ouest. Le Chargé de Communication a pu participer à cette tournée d'ouverture pendant deux jours.

Par contre **il n'y a pas eu de tournées officielles de sensibilisation au démarrage de la campagne dans chacune des 4 régions** comme cela se faisait selon la procédure habituelle. Les éleveurs des régions attendent ces tournées officielles pour se mobiliser. C'est à cette occasion que toutes les Autorités administratives, coutumières, Maires des Communes d'élevage, Ardo, Présidents de FELGIP et GIP et services techniques sont mobilisés et que les tâches sont distribuées (nomination des percepteurs, réfection des parcs de vaccination, organisation des circuits de vaccination...). La campagne de vaccination 1999 a commencé dans les quatre régions sans aucune phase de sensibilisation.

Le Chargé de Communication effectuant une tournée de sensibilisation de 14 jours dans la DRO, en cours de campagne, en compagnie du Chef de Service Ouest de la Santé Animale, a pu constater que "la campagne de vaccination contre la peste bovine et la péripneumonie contagieuse des bovidés, a commencé à l'Ouest du pays, sans aucune phase de sensibilisation au préalable impliquant les principaux relais de la sensibilisation... aucun travail de ciblage des éleveurs à partir des indicateurs-clés simples n'a été fait par les techniciens d'élevage" (Rapport mission du C.C.PARC dans la DRO, n°2081 du 02/11/99). Informé par



ce rapport de mission, le Coordonnateur du PARC signalait au Directeur de l'ANDE le dysfonctionnement suivant : "démarrage de la vaccination sans une sensibilisation préalable, malgré les moyens financiers qui ont été octroyés à cette fin, négligeant ainsi une phase importante pour la réussite de la vaccination" (correspondance n°212 du 11/11/99).

La tournée de sensibilisation qui a pu être menée dans l'Ouest par le chargé de Communication (seulement après le démarrage de la campagne de vaccination), n'a pu être réalisée dans les trois autres régions pour cette campagne 1999.

**On constate donc que la phase la plus importante pour le bon démarrage de la campagne de vaccination, la sensibilisation, n'a pas eu lieu, ni de manière globale pour tous les éleveurs et leurs partenaires des régions, ni de manière ciblée sur les zones prioritaires.**

Malgré ces dysfonctionnements, l'équipe de sensibilisation a pu réaliser un certain nombre de missions et utiliser des moyens variés de diffusion pour toucher les éleveurs et les autres partenaires de la campagne de vaccination.

Pour préparer la campagne de vaccination, le volet Communication a pu effectuer différentes missions :

- tournée dans la Région Nord de 14 jours (du 19/04 au 03/05)
- tournée de lancement de la campagne en présence du Ministre du Développement Rural, dans la DRO, le 3 septembre.
- tournée de sensibilisation de la région Ouest pendant 16 jours (du 24/09 au 05/10)

#### **RECOMMANDATION 1**

Pour obtenir une bonne participation à la vaccination dans le cordon sanitaire et une adhésion au bon fonctionnement du réseau d'épidémiologie-surveillance (remontée des informations de la part des éleveurs, prélèvements sanguins dans les troupeaux) **il est absolument nécessaire de faire précéder la campagne par une phase de sensibilisation officielle**, impliquant tous les responsables administratifs, coutumiers, les Maires des Communes d'Elevage, les Présidents de FELGIP et de GIP, les techniciens... et ceci dans les quatre régions auxquelles il faut ajouter l'extrême Est.

Cette stratégie de sensibilisation a déjà été définie en 5 points (tableau N° 7 ci-dessous issu du rapport n° 98-001, janvier 1998) pour toute une campagne :

**Tableau N°7. Planning des missions, Responsable de la Sensibilisation-Communication**

	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	Total
1. Réunion stratégique	xx	xx											-
2. Lancement de campagne : - 3 Dir. Régio. - Transhumance Front. Tchad - Zone Birao			35j xxxxxx				10j xx			15j xx			60
3. Réajustement 1/3 campagne - 3 Dir. Régio. - Reg. Nord				15j xxxx							5j xx		20
4. Bilan - 3 Dir. Régio. - Reg. Nord								15j xx				5J xx	20
5. Miss. Urgence - 3 Dir. Régio. - Reg. Nord				5j xx		5j xx					5j xx		15
	-	-	55 jours			5	10	15	-	15	10	5	
Total	115 jours												

Ce **planning de missions** consacre donc 60 jours à la sensibilisation proprement dite dans les trois Directions régionales, la région frontalière avec le Tchad en période de transhumance et la région Nord (Birao, Ndélé). Les autres missions sont prévues pour resensibiliser les éleveurs au 1/3 de la campagne, pour établir le bilan et pouvoir intervenir en urgence. Au total, la sensibilisation-communication par tournées sur le terrain demande 115 jours de mission. Une partie du temps restant doit être consacrée à tirer les enseignements de ces missions en faisant des montages visuels et sonores pour une sensibilisation à travers les ondes.

(Rapport n° 98-001, janvier 1998)

**Recommandation 1 (suite) :** Pour l'ensemble des missions de sensibilisation-communication, Il est nécessaire de prévoir un total de **130 jours par an** (115 jours prévus sur les 3 Directions Régionales et la Région Nord, auxquels il faut adjoindre 15 jours supplémentaires pour tenir compte de la zone extrême Est (Zémio), lancement de campagne et réajustement. Voir plus loin, le point 2.2.2.

## **RECOMMANDATION 2**

- **Recaler impérativement la campagne de vaccination dans la période Juin - septembre** (avant la transhumance) : lancement officiel de la campagne de vaccination par le Ministre du développement rural dès le mois de mai et intervention des Directeurs Régionaux et du Chargé de Communication pour trois campagnes de sensibilisation dans les trois régions pendant le mois de mai. La confection des budgets-programmes doit donc tenir compte de ces impératifs techniques ainsi que des délais de mise en oeuvre des financements pour que la sensibilisation intervienne bien en mai ou en juin.

## **RECOMMANDATION 3**

- **exposer clairement la nouvelle stratégie de poursuite de la vaccination dans l'Est et une partie de Centre (cordon sanitaire) et l'arrêt de la vaccination dans l'Ouest.** Cette sensibilisation devra être faite aux éleveurs, Maires, Ardo et structure de la FNEC. Cette sensibilisation devra donc être différente suivant les régions, axée sur la vaccination et la séro-surveillance dans le cordon sanitaire, sur la seule séro-surveillance dans l'Ouest. Le changement de type de vaccin devra être exposé clairement, notamment le passage d'un vaccin à conserver impérativement dans la glace (et dont certains lots seront peut-être encore utilisés en 2000) vers **un vaccin thermostable**. Sans cette information, les éleveurs vont refuser ce nouveau vaccin non conservé dans la glace car ils ont été formés à cela.

**La question du prix de la vaccination devra être résolue** et exposée : maintien du prix actuel, diminution ou gratuité. Une harmonisation avec les pratiques des pays voisins doit être recherchée.

### **2.1.2. la répartition des rôles de sensibilisation**

**On enregistre un recul de la collaboration entre l'ANDE-PARC et la FNEC pour la mise en place de la stratégie habituelle de vaccination** (choix des parcs de vaccination et réhabilitation, désignation des percepteurs, calendrier de vaccination par zone, mobilisation des ressources humaines...).

Le rapport mensuel du mois de septembre d'un animateur de la FNEC (DAM Centre) est sans ambiguïté :

"Situation zoosanitaire : la campagne de vaccination et de marquage se déroule sans sensibilisation aucune dans les deux Préfectures de Bossangoa et de Nana-Bakassa cette année, car la distribution des vaccins est faite, sans informer le personnel de la FNEC, par le chef de secteur ANDE à ses chefs de poste vétérinaires. Les présidents GIP et FELGIP sont écartés sans motif valable. Tout se passe dans le silence comme si la FNEC n'était pas concernée par le problème".

Actuellement dans l'Est, les vaccinations se font dans les campements donc par très petits effectifs, hors des parcs qui ne sont pas réhabilités, les taxes de vaccinations étant

perçues par les techniciens dans certaines zones et non par les percepteurs normalement désignés par les éleveurs comme c'est le cas lorsqu'une campagne de vaccination est normalement lancée avec mobilisation et répartition des rôles entre l'ANDE et la FNEC.

Une des conséquence de ce défaut de sensibilisation est qu'**une image déformée et négative de la vaccination** circule parmi les éleveurs : la vaccination est assimilée à du "commerce" réalisé par l'ANDE (vente de vaccins) et cette période est également perçue comme une occasion de "taxes" telles que la vente des cartes FNEC ou le prélèvement de la Zakat et du Sofal par la chefferie. Ces interprétations erronées n'ont pas reçu de démenti par des tournées de sensibilisation qui auraient permis de clarifier le message ou de faire cesser certaines pratiques.

#### **RECOMMANDATION 4**

**Réactiver la collaboration entre l'ANDE et la FNEC**, tant au niveau des responsables nationaux pour la définition de la stratégie d'intervention, qu'au niveau local sur le terrain entre les techniciens, les animateurs et les différentes structures des éleveurs. Le lancement de la campagne et le suivi des opérations de même que le bilan doivent se faire en très étroite collaboration entre les deux structures.

### **2.1.3. Les supports de la communication**

#### **Les documents pédagogiques.**

Les documents pédagogiques du PARC-RCA destinés aux 40 techniciens sont remarquablement conçus et illustrés : "Reconnaître les maladies surveillées", "Animer une réunion de sensibilisation", "Faire de la surveillance épidémiologique" : 3 guides pratiques de terrain, documents SISAC, PARC/RCA, 1999. La composante Communication a utilisé certains de ces documents, les livrets mis au point par l'OUA / IBAR pour réaliser des documents adaptés au public éleveur de la RCA :

- traduction du livret OUA / IBAR en Adjami et en Arabe.
- confection et traduction d'images sur l'épidémio-surveillance
- images sur les symptômes de la peste bovine (Annexe 1)
- utilisation d'un tourniquet pour la sensibilisation des éleveurs aux symptômes de la peste bovine et au réseau de surveillance épidémiologique (matériel PARC Tchad Communication). Ce matériel est en cours d'adaptation au milieu éleveur de RCA par un graphiste.

#### **les émissions de radio et le journal**

Le volet Communication a pu réaliser différentes interviews de personnalités tout au long de l'année sur des sujets ayant trait à la vaccination ou aux activités du réseau d'épidémio-surveillance qui ont été diffusées sur les ondes nationales pour sensibilisation.

- . Février 99 : interview du Coordonnateur sur la mise en place du réseau d'épidémiologie-surveillance
- . Mars 99 : sensibilisation sur la collecte des sérums dans les troupeaux des éleveurs pour faire fonctionner la veille épidémiologique
- . Juin 99 : interview et sensibilisation des éleveurs sur les prélèvements de sang sur leur bétail.
- . Juillet 99 : réalisation d'une cassette en Peul et en Arabe pour la sensibilisation à la vaccination et au marquage.
- . Septembre 99 : interview du chef de secteur de Kouï, d'un éleveur qui a vu la peste en 1983, d'un Maire de commune rurale. Seconde série d'interviews du Président de la FNEC, du chef de secteur de Bozoum et du Maire de la Commune d'élevage de Niem-Yelowa. Discours lors du lancement officiel par Monsieur le Ministre, interview du Directeur Régional Ouest.

**Ces émissions ont été régulièrement diffusées sur la radio rurale au niveau national** lors des émissions réservées aux éleveurs tous les mardis de 15 h. à 15 h 30. Par contre des micro-programmes qui sont normalement diffusés tous les jours à 10 h. n'ont pas été diffusés cette année du fait d'un arriéré non payé par le Projet à la Radio Rurale.

Ces moyens de diffusion n'ont donc pas été mis à la disposition du volet communication et **on déplore également que le matériel de base (magnétophone de qualité et caméscope) n'ait pas été acheté alors qu'il est demandé depuis la première mission** (rapport n° 98-001, janvier 1998, page 21 et 22) et de nouveau sollicité lors de la mission suivante (rapport n° 98-022, décembre 1998, page 22). Depuis la première mission, le chargé de communication est obligé de réaliser ses enregistrements avec son matériel personnel. De ce fait, le type de matériel utilisé n'est pas de la qualité requise pour une diffusion optimale sur la Radio Nationale.

Dans le domaine de la communication par document écrit, le volet Communication a participé à l'élaboration et la diffusion du journal SISAC du PARC.

**En conclusion, dans le domaine de la communication on note que l'équipe a été particulièrement active malgré le peu de moyens dont elle dispose.**

#### **RECOMMANDATION 5**

**Les investissements en matériel d'enregistrement sonore d'abord, vidéo ensuite,** qui avaient été demandés doivent être mis à la disposition du Chargé de Communication et de son adjoint pour les rendre plus opérationnels.

Les **remarquables livrets (3)** qui ont été confectionnés pour les techniciens, doivent maintenant **être simplifiés et adaptés pour les éleveurs** afin de leur servir de documents de base dans la sensibilisation, notamment à la surveillance des maladies (le consultant propose en Annexe des fiches simplifiées sur la reconnaissance des trois principales maladies contagieuses et sur la conduite à tenir par les éleveurs). La traduction doit être poursuivie par l'équipe ainsi que la transcription en Adjami. Des micro-programmes doivent être conçus pour diffusion à la radio en plusieurs langues pour toucher les éleveurs de toutes les zones.

## **2.2. Les enseignements de la mission de terrain**

### **2.2.1. La tournée dans la Région Nord (Birao)**

#### **Les vaccinations, les transhumances et le commerce du bétail**

Dans cette région parmi les plus exposées au risque de réintroduction de la peste bovine, le bétail de RCA, du Tchad et du Soudan effectue chaque année des mouvements de transhumance (pénétration en RCA d'octobre à mai, départ vers le Soudan et le Tchad de mai à octobre) et s'interpénètre avec le bétail de commerce en provenance du Soudan.

**Tableau 1. Vaccinations des animaux de commerce et du bétail transhumant de la Région Nord.**

	Bétail de commerce	Bétail transhumant
Oct.. 97 à Juillet 98		52 137
Janv. à Novembre 98	22 743	
Nov. 98 à Juillet 99		30 324
Janv. à Septembre 99	6 431	

(Sources : cahiers et reçus de vaccinations Secteur Birao)

On remarque une très nette baisse des vaccinations entre les années 1998 et 1999, tant du bétail de commerce que du bétail transhumant. Les raisons ne sont pas liées à la campagne de vaccination elle-même mais à l'évolution du contexte climatique, politique, sanitaire et commercial de la région nord et des pays concernés.

La campagne de vaccination du bétail transhumant avait été réussie en 97-98 parce que les conditions climatiques (année relativement sèche avec arrêt précoce des pluies) avaient permis aux techniciens de rejoindre très tôt (dès octobre) les postes frontière (Am Dafock, Tissi, Bili Bili) pour vacciner le bétail dès l'arrivée des premières vagues de transhumance. En 1998-1999 la forte pluviométrie n'a pas permis aux techniciens d'être rapidement sur la frontière à cause des inondations et le bétail transhumant a pénétré de manière diffuse et échelonnée. En fin novembre 1999, lors de la mission, la ville de Birao est encore entourée d'eau et la campagne de vaccination 1999-2000 subira les conséquences de ce retard.

Par ailleurs, en 1999, le bétail transhumant qui a pénétré dans le Parc national a été abattu ( les déclarations, a vérifier, font état de plus de 100 bovins abattus à Malébidé et 60 le 07/05/99 dans le Parc dans la zone de Gordil, ainsi qu'un éleveur tué) et les éleveurs, eux-mêmes frappés par la méningite, ont préféré fuir la zone et se replier au Tchad.

Le bétail de commerce quant à lui a enregistré une forte baisse en 1999 mais pour des raisons très différentes :

- la période pré-électorale en RCA a été interprétée par les commerçants comme une période à risque et ils ont fortement diminué les exportations vers la RCA en attendant que la situation se clarifie.
- L'Afrique du Sud a effectué des achats importants de bétail au Soudan avec abattage sur place et expédition, cette demande ayant entraîné un fort accroissement des cours du bétail sur place, le bétail soudanais s'est vendu sur les marchés nationaux.

Sur le plan de la communication, la sensibilisation dans cette zone doit tenir compte des populations d'éleveurs qui la fréquentent, c'est à dire des locuteurs arabes. Des émissions radio ont été diffusées en arabe soudanais par le Chargé de communication, à l'intention des éleveurs de la région. Il demeure un problème de réception radio avant 17h 30 dans la zone. Un arrangement devrait être trouvé avec la Radio Rurale pour disposer à la FNEC et à l'ANDE / PARC d'une plage horaire après 17h 30 pour que ces éleveurs soient réellement touchés.

Dans le contexte de cette Région Nord, compte tenu du risque de réintroduction de la Peste bovine et de la difficulté de localiser et vacciner les troupeaux dispersés et mouvants, les moyens tels que la radio peuvent être très efficaces mais doivent aussi être doublés par des Auxiliaires du Réseau (ADR) qui localisent les éleveurs transhumants pour la vaccination, informent les éleveurs, informent les techniciens des mouvements du bétail et surveillent les maladies suivies par le PARC. En ce sens ils sont aussi des relais de sensibilisation et de communication s'ils sont formés et dotés de documents pédagogiques pour informer les éleveurs.

### **La nécessité d'une communication sous-régionale**

Face aux mouvements du bétail qui traverse cette région à cheval sur trois Etats, la RCA, le Soudan et le Tchad, un cas de suspicion de peste bovine peut entraîner la fuite des éleveurs et de leur bétail. Dans le cas de méningite humaine rapporté précédemment, c'est bien une réaction de fuite, bien compréhensible, qui a effectivement eu lieu. Chaque famille cherche simplement à s'éloigner du danger que représente la zone où sévit la maladie. En cas de maladie grave du bétail la réaction sera vraisemblablement la même. Une bonne communication locale entre les postes vétérinaires frontaliers des trois états semble d'une nécessité absolue. Actuellement les relations des techniciens du Secteur de Birao avec le Tchad semblent inexistantes mais plus fréquentes avec les techniciens du Soudan puisqu'ils partagent la même ville, au moins à Am Dafock. Cependant ces communications sont épisodiques et ne se font pas dans un cadre formalisé dans le but d'améliorer la protection harmonisée du bétail transhumant. Les relations locales entre deux postes frontières sont peu fréquentes mais existent, les relations internationales existent au niveau supérieur (rencontres tripartites) mais le niveau régional semble n'entretenir aucune relation avec son homologue de l'autre côté de la frontière (ignorance du lieu du secteur homologue, du nom du vétérinaire et

de ses coordonnées). Les communications s'arrêtent pratiquement à la frontière alors que les éleveurs et leur cheptel passent leur existence entre deux pôles situés dans deux états différents et les connaissent parfaitement.

#### **RECOMMANDATION 6**

**Dans la Région Nord, le calendrier de vaccination est différent et devra être respecté** car il tient compte des arrivées des transhumants dans cette région (octobre-novembre) : tout doit être en place pour débiter la campagne de vaccination dans cette région sensible du cordon dès cette période (octobre-novembre) et à partir des postes frontière (Am Dafock, Bili-bili et Tizi). En effet, il faut pouvoir vacciner les transhumants Tchadiens et Soudanais dès leur entrée sur le territoire afin d'éviter la pénétration de troupeaux non vaccinés à l'intérieur du pays. Les expériences des années antérieures ont montré qu'une vaccination précoce et à la frontière permettait de toucher un cheptel plus important qu'en attendant leur installation sur les lieux de transhumance. Le risque d'introduction de la maladie s'en trouve aussi diminué.

**La sensibilisation-communication est primordiale dans cette zone** et doit prendre tous les canaux possibles en les adaptant au public particulier de cette zone : **messages en sango mais aussi en peul et surtout en arabe** pour toucher par la radio rurale et les documents pédagogique le plus large public possible. Pour appuyer la campagne de vaccination qui débute actuellement, le Chargé de Communication doit diffuser dès maintenant les messages par la radio et appuyer une tournée de sensibilisation dans la région.

#### **RECOMMANDATION 7**

**Les Auxiliaires du Réseau (ADR) doivent être formés** à la reconnaissance des signes de suspicion des trois maladies contagieuses suivies par le PARC-RCA (voir fiches en Annexe).

#### **RECOMMANDATION 8**

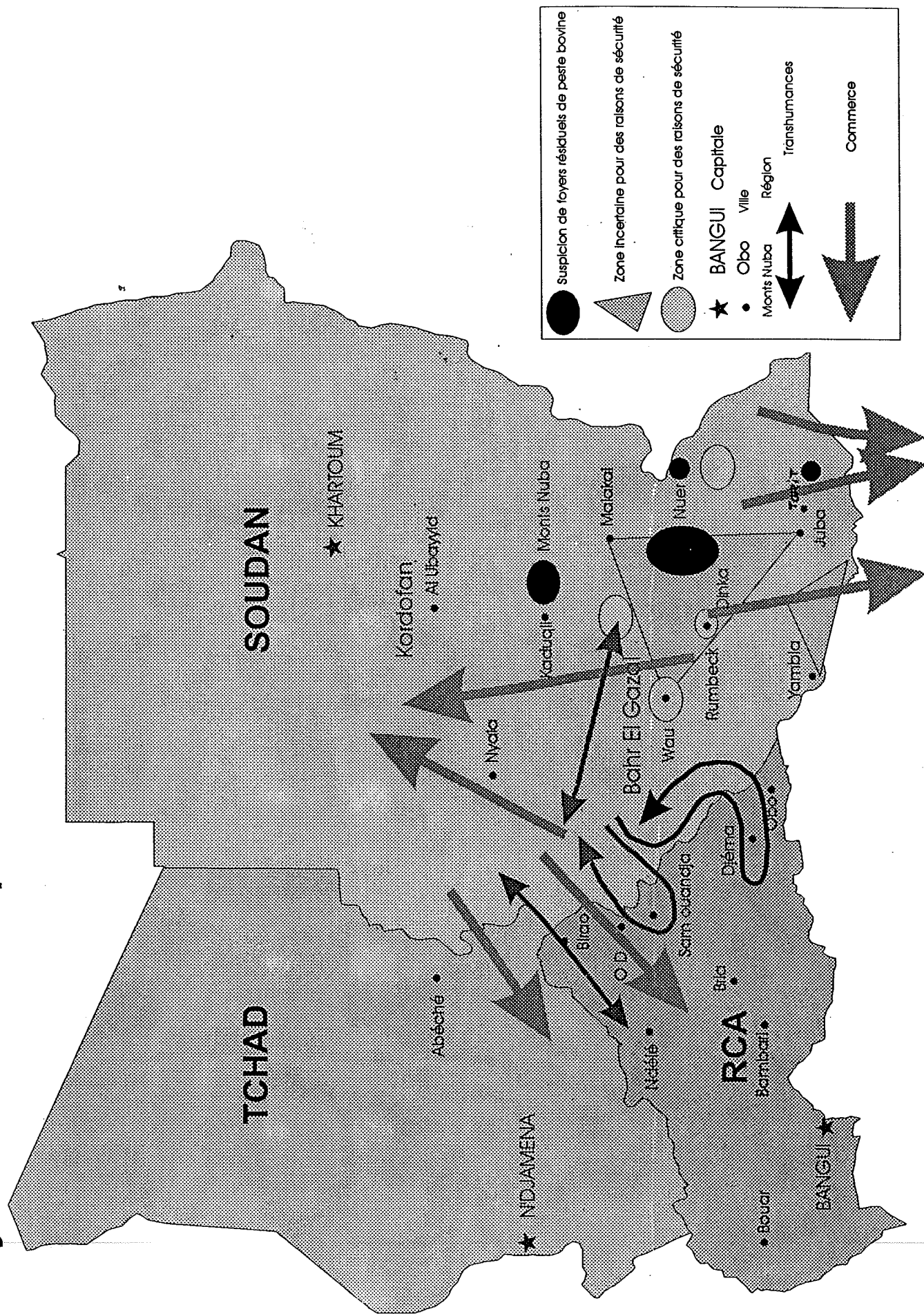
**Le Chargé de Communication devrait être associé aux rencontres internationales** du PARC concernant la sous-région afin d'échanger des méthodes et des outils avec ses homologues des deux autres pays et harmoniser les messages à destination des éleveurs pour améliorer la sensibilisation. Ces rencontres entre les trois régions sanitaires frontalières devraient être formalisées.

### **2.2.2. La tournée dans l'extrême Est (Zémio)**

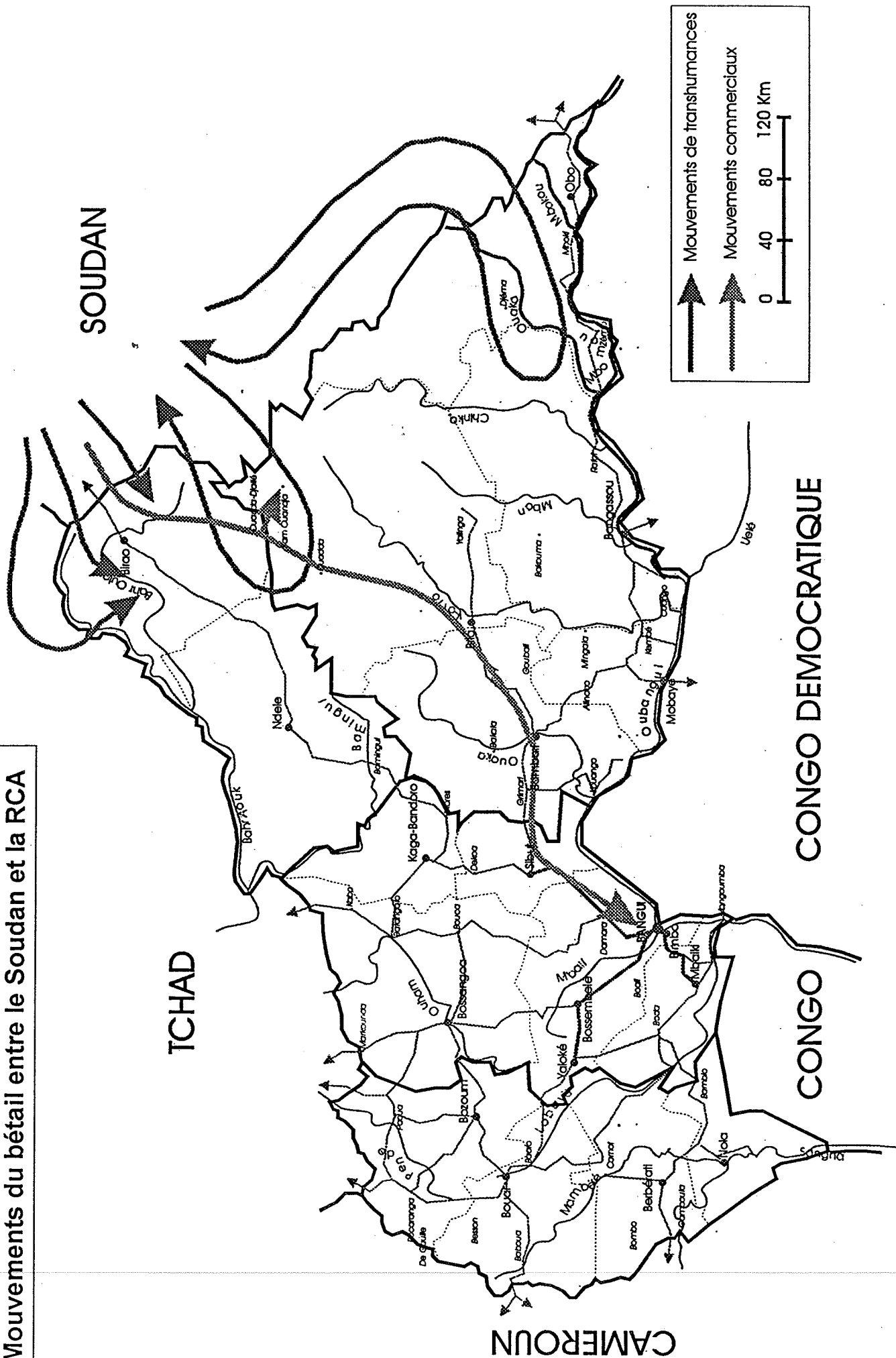
La région Est est une région parmi les plus exposées au risque de réintroduction de la peste bovine. La proximité de cette zone avec le dernier foyer du sud Soudan et les mouvements de transhumance et de commerce du bétail à travers la frontière, font que le risque est réel. Les missions antérieures ont montré que la zone Est était le lieu de deux

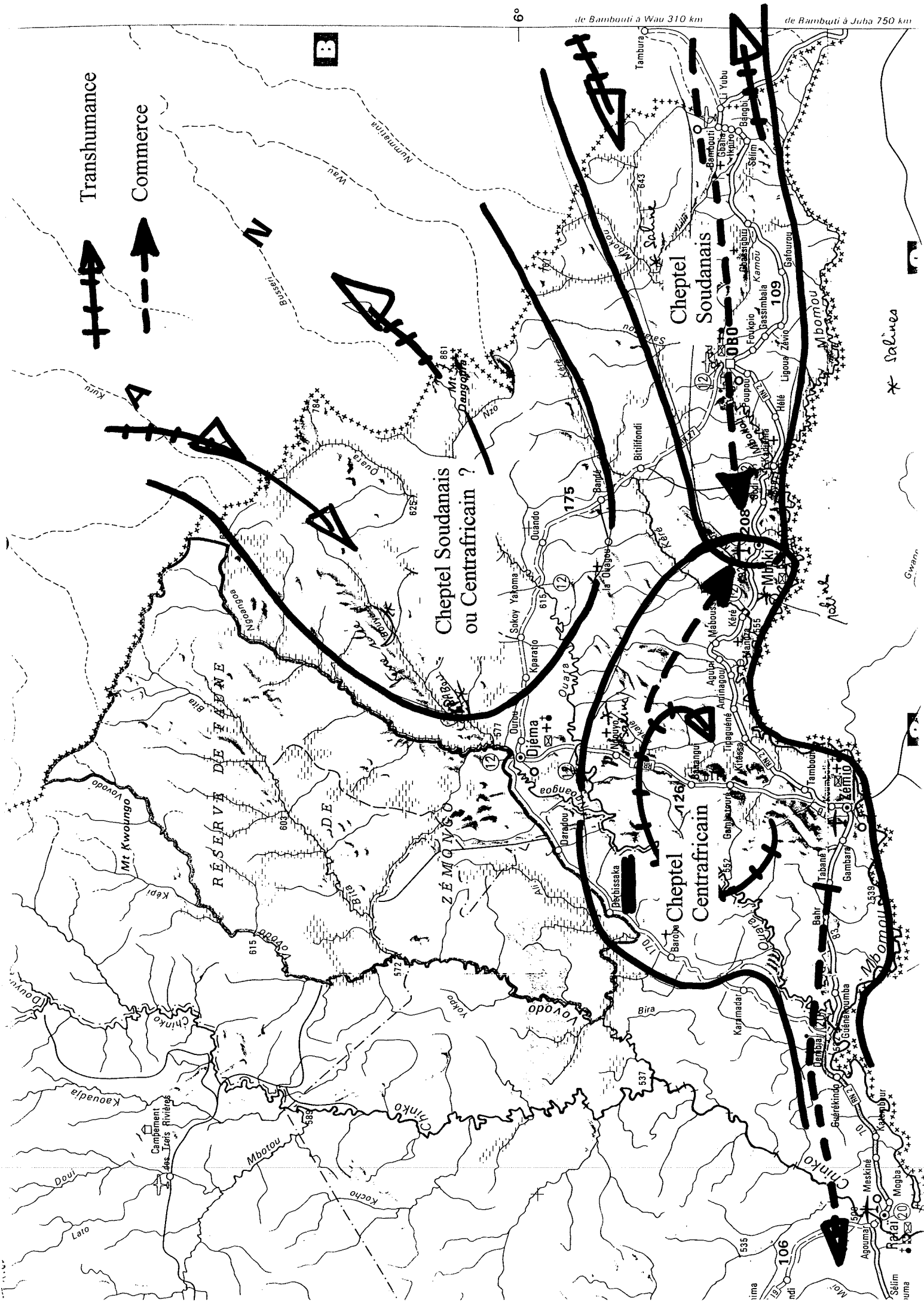


# Foyers résiduels de peste bovine et mouvements du bétail



# Mouvements du bétail entre le Soudan et la RCA





transhumances en provenance du Soudan (voir cartes pages suivantes), l'une au Nord faisant le tour de Ouanda Djallé, l'autre au Sud s'approchant ou faisant le tour de Djéma.

Suite aux discussions avec les autorités locales de Zémio, les éleveurs et les techniciens, il semble qu'il faille ajouter au premier schéma, de nouveaux déplacements :

**- il existe une zone de pénétration du bétail soudanais de Bambouti jusqu'à Mboki.** Les éleveurs soudanais y viennent en transhumance (présence de très nombreuses salines et de pâturages abondants) et il est possible qu'il se surajoute également un axe de commercialisation du Soudan vers la ville de Mboki. Ce camp de réfugiés est constitué d'une très importante population, fluctuant de 20 000 à 40 000 personnes. Les informations font état d'un abattage régulier de 8 bovins par jour. Pour approvisionner cette seule ville, il faut disposer d'un "réservoir" de cheptel d'environ 30 000 bovins (soit 2 920 bovins abattus par an et un taux de commercialisation annuel de 10 % du cheptel). Les villes de Obo, Mboki, Zémio et tous les villages de l'axe constituent un débouché pour le cheptel qui y séjourne. Si un axe de commercialisation Soudan-Mboki existe bien (à vérifier et quantifier), le danger de réintroduction de la peste bovine devient réel car ce cheptel rentre en contact avec le cheptel Centrafricain justement au niveau de Mboki. La jonction entre les cheptels de l'Ouest et de l'Est de l'Afrique s'effectue maintenant dans cette zone

**- il existe un axe de commercialisation Zémio – Bangui.** Les commerçants en bétail de Bangui viendraient acheter le bétail au niveau du village de Tabane II (à 20 km à l'ouest de Zémio) compte tenu de son prix très bas à ce niveau. Ce marché à bétail de Tabane II doit vraisemblablement drainer le bétail en provenance de la zone d'élevage centrafricaine (Mboki, Derbissaka, Zémio) et éventuellement du cheptel soudanais vendu sur le marché de Mboki. C'est au niveau de ces échanges commerciaux que le danger existe et que du bétail soudanais de Mboki peut se retrouver très rapidement à Bangui (une partie du trajet se faisant en camion). On parle également que depuis le mois de septembre 99, et pour la première fois, les commerçants de Bangui auraient commissionné des convoyeurs jusqu'au marché de Mboki. **Les commerçants à bétail jouent donc un rôle primordial dans la surveillance épidémiologique** du bétail et doivent absolument être informés et formés au diagnostic de suspicion de peste et de péripneumonie et au réflexe d'information du Réseau d'épidémiologie-surveillance à la moindre alerte.

**- la zone de transhumance à l'est de Djéma est mouvante et peuplée d'éleveurs dont on ne connaît pas bien l'origine :** il peut s'agir d'éleveurs soudanais en transhumance, comme d'éleveurs Centrafricains Ouda (du chef Dandoulo) qui essayent de retrouver une zone d'accueil en RCA après les incidents graves dont ils ont été victimes dans leur zone d'origine de Bria, comme d'un mélange des deux populations d'éleveurs. Les déplacements réels sont inconnus, de même que les zones de rencontre entre cheptels centrafricains et transhumants soudanais. Des heurts entre éleveurs soudanais et peuls centrafricains sont rapportés (Ngouyo au sud de Djéma, du 14 au 18/04/99) avec blessures et mort d'homme. La situation est assez trouble pour que les petits commerçants de Ngouyo aient décidé de se replier sur Zémio. Une mission de reconnaissance devrait éclaircir la situation, apprécier les risques de réintroduction

des maladies et de l'attitude à adopter pour sensibiliser les éleveurs à la surveillance épidémiologique du bétail.

- **La situation est complexe dans cette zone du fait de l'existence d'une zone cynégétique qui y rend l'élevage illégal. Cependant cet élevage existe et est important.** Les missions de refoulement se succèdent (7) sans succès. Les arguments s'affrontent entre les populations locales, les différents éleveurs, les services techniques des ministères concernés, les Autorités administratives... sans qu'une solution équitable apparaisse :

- **L'incompatibilité entre élevage et faune sauvage** de la zone cynégétique est avancée,

- **l'existence d'une Loi délimitant déjà une zone cynégétique,**

- **la réalité de l'existence d'une faune d'intérêt cynégétique est contestée** par certains qui déclarent qu'il n'y a plus que "des animaux rampants" de ce côté de la frontière et que les éléphants et les buffles n'existent plus qu'au Congo Démocratique, où les populations locales vont chasser,

- les villes de la région ont besoin de viande et **chaque bovin abattu correspond à 5 gazelles sauvées.** Le maintien d'un ou plusieurs noyaux bovins stables et contrôlés permettrait d'alimenter les villes et de protéger la zone cynégétique qui serait autrement définitivement pillée. A Zémio il y aurait 8 bouchers patentés abattant 2 bovins par jour, 5 bouchers à Mboki abattant 8 bovins par jour, le nombre de bovins abattus à Obo n'est pas connu.

- si le cheptel bovin actuel est refoulé, il sera vraisemblablement remplacé par des mouvements commerciaux de bétail beaucoup plus intenses, aggravant la précarité de la situation épidémiologique de cette zone sensible.

- **les éleveurs apprécient la zone** où la présence d'herbe abondante et de salines leur permet d'obtenir un veau par an (au lieu d'un tous les 2 ans), d'économiser l'argent du sel et du natron (environ 100 000 F.CFA par an pour un troupeau de 120 bovins) et où les débouchés ne manquent pas.

- **les éleveurs refusent de regagner la Commune d'Elevage de Pombolo** pour ne pas subir l'imposition d'un chef qu'ils n'ont pas choisi et pour éviter les prélèvements abusifs. Par ailleurs, les autres zones hors Commune d'élevage sont peu sûres,

- **il semble que le refoulement des éleveurs centrafricains, s'il intervenait, laisserait le champ libre à l'envahissement par le bétail soudanais,** créant des situations de moins en moins contrôlées et de plus en plus dangereuses sur le plan épidémiologique pour le patrimoine cheptel centrafricain.

- **les différentes interventions pour les tentatives de refoulement ont aggravé la situation pour le technicien d'élevage chargé de la veille épidémiologique** par prélèvements de sang sur le bétail des éleveurs. Le technicien est parfois perçu comme un agent pouvant renseigner l'Administration sur la localisation exacte du campement. Dans certains cas l'éleveur s'enfuit avant que le technicien d'élevage ait pu lui demander un renseignement. Les techniciens chargés de la veille épidémiologique doivent prélever du sang dans quatre troupeaux par mois mais ils rencontrent des difficultés dans la zone de Zémio parce que les éleveurs s'enfuient en les voyant tandis qu'à Rafai et Bangassou il n'y a pas de difficultés de ce type. Une sensibilisation particulière doit être menée auprès de ces éleveurs, notamment par la FNEC en liaison avec le Chargé de Communication du PARC (radio,

documents pédagogiques visuels...) sous peine d'avoir une rupture grave dans la veille épidémiologique de cette région sentinelle. C'est dans la DRE que le taux de couverture immunitaire est déjà le plus faible en 1998, 23 % seulement, mais dans la zone de Zémio – Obo il est inconnu, mais on peut penser qu'il est encore plus faible.

**La gestion d'une telle situation est très délicate. Le constat est que la zone parmi les plus dangereuses sur le plan épidémiologique, est aussi, paradoxalement, la moins bien contrôlée et la moins bien sensibilisée (un agent du réseau vient seulement d'être installé à Zémio).**

#### **RECOMMANDATION 9**

**- Effectuer d'urgence une mission de reconnaissance pour clarifier les différents mouvements du bétail dans la zone extrême Est, notamment celle de Djéma. La sensibilisation-communication auprès des éleveurs ne peut attendre que la situation dans l'extrême Est soit réglée. Au contraire, elle doit tout particulièrement informer les éleveurs, les commerçants et les bouchers des dangers** qui menacent le cheptel et motiver leur vigilance (reconnaissance des maladies par les documents pédagogiques, réflexe d'isolation des suspects et recours immédiat à l'agent du réseau).

#### **2.2.3. La tournée dans la région Centre (Boali, Bossembélé)**

##### **Une campagne de vaccination sans campagne de sensibilisation.**

L'absence de campagne de sensibilisation officielle avec mobilisation de tous les acteurs régionaux a eu les mêmes conséquences que dans la Région Est : une non responsabilisation des différents intervenants, une désorganisation de la campagne de vaccination et une très faible participation pour ce début de campagne. La confusion s'est établie tant du côté des éleveurs que de celui des techniciens :

**- les techniciens ne disposant pas de parcs de vaccination réhabilités cette année, ont débuté la vaccination dans les campements mais avec des réticences de la part des éleveurs**, ceux-ci se souvenant des exactions commises auparavant dans les campements, avant que la procédure transparente de l'organisation commune éleveurs-techniciens ne soit mise en place (un binôme : le technicien vaccine et le percepteur, choisi par les éleveurs, perçoit la taxe de vaccination; double signature du reçu).

**- les Ardo responsables d'une zone d'élevage, non informés et non responsabilisés pour le démarrage de la campagne, ont refusé parfois de vacciner** dans ces conditions et ont renvoyé le technicien, pouvant penser que les vaccins étaient périmés ou frauduleusement employés puisqu'on vaccinait presque "en cachette" dans les campements, sans les avoir informés. En réunion avec les principaux leaders de la FELGIP de Boali, ceux-ci ont

clairement demandé que la procédure normale soit appliquée pour toute campagne de vaccination : information officielle, responsabilisation des acteurs (qui fait quoi ? réfection des parcs de vaccination, choix des percepteurs, planning de tournée...) : que les techniciens se chargent d'apporter le vaccin, les responsables éleveurs se chargeront de faire venir le bétail aux parcs de vaccination. **Pour stigmatiser cette situation, un éleveur déclarait que cette année, les techniciens " au lieu de passer par la porte, voulaient passer par la fenêtre".**

La sensibilisation dans cette même zone de Boali a pourtant montré qu'elle pouvait débloquer des situations. En 1997, l'Ardo Président de la FELGIP de Boali était farouchement opposé au marquage des troupeaux de sa zone et effectivement les résultats de la campagne montraient un taux de marquage du bétail vacciné inférieur à 3 % ! (105 marqués sur 4001 vaccinés). Après une sensibilisation ciblée sur cette zone et un échange entre éleveurs pendant lequel l'Ardo a pu discuter avec de grands éleveurs qui avaient tous marqué leurs troupeaux sans aucune conséquence sur la santé de leur bétail, l'attitude de l'Ardo a changé radicalement. En conséquence, dès 1998, sur le seul poste de Boali Centre, on enregistrait un taux de marquage de 49 % (886 marqués sur 1800 vaccinés). Les autres postes de Boali enregistraient aussi une très forte adhésion au marquage du bétail.

**Il est clair que les erreurs commises pour la campagne de vaccination 1999 (non information officielle, non sensibilisation, non responsabilisation des éleveurs par leurs structures), ne doivent pas se reproduire pour la surveillance épidémiologique, sous peine d'aboutir à un blocage de la part des éleveurs.**

La **Recommandation 1** concernant la nécessité de faire précéder toute campagne de vaccination par une campagne de sensibilisation, déjà formulée au point 2.1.1., répond à ce problème.

### **Une campagne de vaccination en période de transhumance.**

Le démarrage de la campagne 1999 est intervenu beaucoup trop tardivement (lancement officiel en septembre, démarrage en novembre) pour escompter de bons résultats. La période optimale de vaccination est la période des pluies (mai à octobre) quand tous les éleveurs sont fixes dans les campements des zones d'élevage. A partir du mois d'octobre débute la saison sèche qui marque le début des transhumances. A cette période, les deux tiers des éleveurs vont partir en transhumance de manière échelonnée, à des distances de 25 à 200 km, en se dispersant dans des zones éloignées des voies d'accès et en changeant souvent de lieu. A cette période, leur sensibilisation et leur mobilisation devient très difficile, étant souvent hors de portée de leurs structures traditionnelles coutumières ou de leurs groupements GIP d'origine et s'étant de plus éloignés des parcs de vaccination.

Pour les semi-transhumants qui fractionnent leurs troupeaux (une partie transhume, le horézi, et une partie reste au campement, le sourézi), aucune intervention extérieure sur le troupeau (comme une vaccination ou une prise de sang) ne pourra se faire dans la fraction de

troupeau qui n'est pas conduite par le propriétaire lui-même, excepté si une très bonne campagne d'information et de sensibilisation a précédé le départ en transhumance, permettant aux divers responsables des troupeaux de définir les interventions possibles. La vie des animaux pouvant être en jeu lors de toute intervention, aucun berger ou aucune femme d'éleveur n'acceptera une intervention sans y avoir été autorisé par le propriétaire ou le détenteur.

La **Recommandation 2** concernant le recalage de la campagne de vaccination pendant la saison des pluies, répond à ce problème.

#### **2.2.4. La tournée dans la Région Est (Bambari, Digui, Bokolobo)**

##### **Une vaccination au retour de la transhumance ?**

Sans réunion de sensibilisation à la campagne de vaccination et le bétail étant déjà parti en transhumance, les éleveurs de la région de Bokolobo et Digui pensent qu'il sera difficile de vacciner les animaux sur les lieux de transhumance, sans parc, de façon dispersée et sans techniciens à proximité. Ils préfèrent attendre le prochain retour de transhumance et tout vacciner sur leur lieu de résidence habituel, regroupés autour de leurs parcs de vaccination.

##### **Un réel besoin d'apprendre à reconnaître une maladie inconnue, la peste bovine.**

Les éleveurs de l'Ouest et d'une partie du Centre vont se retrouver après cette campagne de vaccination hors de la zone du cordon sanitaire, avec un faible taux de protection de leur cheptel (de 40 à 43 % en 1998) et face à une maladie qu'ils ne connaissent pas. Dans l'Est le taux de protection est encore plus faible (23 % en 1998) mais ils vont continuer à vacciner leur bétail car faisant partie de la zone du cordon sanitaire. Les éleveurs qui ont été touchés par la peste bovine lors du foyer de 1983 étaient localisés dans la partie centre et nord de la Région Centre. Sans doute moins de 10 000 têtes sont mortes à cette époque sur une courte période (mars, avril). Le nombre d'éleveurs de RCA réellement sensibilisés à la gravité de la maladie est donc relativement restreint. Le Chargé de Communication a réalisé néanmoins des interviews de ces quelques éleveurs pour faire entendre leurs témoignages aux autres éleveurs. Le Maire de la Commune d'Elevage d'Ouro Djafoun, dont dépendent environ



400 000 bovins, déclare avoir vu la peste bovine dans sa jeunesse mais n'a retenu qu'un seul symptôme, la diarrhée, tellement les animaux sont morts rapidement. **Aussi les éleveurs veulent-ils apprendre à reconnaître une maladie comme la peste bovine qu'ils ne connaissent pas. L'efficacité du réseau d'épidémio-surveillance dépend effectivement de la capacité des 24 000 éleveurs et agro-éleveurs à suspecter cette maladie et à en avertir les techniciens spécialisés du réseau.**

**La Recommandation 5** demande que **les documents pédagogiques de sensibilisation des éleveurs à la reconnaissance des maladies, notamment la peste bovine, soient mis à leur disposition le plus rapidement possible.** Chaque groupement GIP et GIAP, les FELGIP, les autorités coutumières, les animateurs et les ADR devraient au moins disposer d'un ou plusieurs jeux complets de fiches de reconnaissance transcrites en Adjami et en Sango. Des propositions de fiches de sensibilisation à la reconnaissance des symptômes de suspicion des trois maladies suivies ont été confectionnées et se trouvent en Annexe.

### **Une situation de perception des taxes de vaccination à clarifier**

Sans percepteurs désignés, par défaut de réunion de sensibilisation au démarrage de la campagne et en vaccinant dans les campements sans être accompagnés par un percepteur, les techniciens perçoivent parfois directement les taxes de vaccination auprès des éleveurs. La procédure n'est pas conforme à celle qui est prévue dans les manuels du PARC-RCA, adoptée depuis plusieurs années et qui prévoit que le percepteur perçoive auprès des éleveurs et remette les sommes collectées déduites des ristournes, au responsable régional de la santé animale. Dans d'autre cas, les anciens percepteurs qui n'avaient pas remis à temps les sommes avant de partir en transhumance en 1998-1999, et les ayant utilisées par la suite, ont encouru des poursuites judiciaires. Ces mêmes percepteurs, non réellement mandatés cette année et échaudés, "hésitent" à rejouer intégralement le rôle de percepteur, collectent les taxes de vaccination, retirent leur ristourne et reversent directement aux techniciens la différence.

**Les Recommandations 1 et 4** sur la sensibilisation et sur une responsabilisation de l'ANDE-PARC et de la FNEC doit résoudre ce problème.

## **2.3. La collaboration PARC-RCA et l'Animation Mutualiste de la FNEC (DAM).**

### **2.3.1. La sensibilisation à la campagne de vaccination**

La collaboration pour la sensibilisation des éleveurs à la vaccination n'a pas été sollicitée officiellement dans les quatre régions du pays. Après le lancement officiel de la campagne par Monsieur le Ministre, le Responsable du DAM Ouest a effectué des missions de sensibilisation avec les responsables de la Santé Animale de la Région Ouest (Bocaranga,

Bozoum...). Dans la Région Centre, le responsable de l'Animation Mutualiste a également effectué des appuis à des chefs de Secteurs et des chefs de poste vétérinaire. D'une manière générale, comme il n'y a pas eu de lancement régional de campagne de sensibilisation pour la vaccination 1999, les appuis du DAM en sensibilisation n'ont été que ponctuels et au niveau local. Cependant, si le DAM est sollicité et que les rôles sont clairement définis, les réseaux du DAM de la FNEC sont prêts à appuyer le PARC pour sensibiliser les éleveurs, tant aux campagnes de vaccination qu'au fonctionnement du réseau d'épidémio-surveillance, pour ce qui les concerne.

### **2.3.2. L'appui aux réseaux d'épidémio-surveillance**

Le DAM est prêt à se mobiliser pour appuyer le PARC et le PACE dans la mise en place d'un réseau d'épidémio-surveillance. Là encore, des réunions entre la FNEC, son Département Animation Mutualiste et le PARC-PACE, devront définir quels rôles pourront jouer les animateurs et quels rôles pourront jouer les GIP et FELGIP.

Les difficultés financières de la FNEC et du DAM vont amener celui-ci à considérablement réduire ses ressources humaines, de 40 animateurs et animatrices à moins de 20. Dans la zone concernée par le cordon sanitaire, pour la Région Nord, il devrait rester 3 Animateurs et pour le reste de la zone du cordon, encore 3 animateurs, soit un total de 6 Animateurs pour la zone du cordon sanitaire. Il pourrait rester 12 Animateurs et Animatrices pour le reste Ouest du pays, en dehors du cordon sanitaire. Le rôle de ces animateurs et animatrices en épidémio-surveillance devra être défini sachant qu'ils ne pourront être que très partiellement mobilisés sur cette activité.

Le réseau des GIP et FELGIP est le niveau de base qui est implanté au sein même du monde éleveur. Sur les 240 GIP et GIAP qui existent, les animateurs vont porter leurs efforts en priorité sur les 100 GIP les plus sédentarisés et les mieux formés. En second lieu leur effort portera sur les autres GIP, suivis de manière plus lâche, l'objectif étant que le DAM se retire progressivement et que les GIP et FELGIP se prennent en charge, comme ils le font déjà pour les dépôts pharmaceutiques qu'ils ont en gestion. Une formation des responsables des GIP et FELGIP à la formulation de projets et à la recherche de financements pourrait aider à faire prendre en charge les animateurs et à autonomiser la partie terrain du DAM.

Les GIP et FELGIP peuvent jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation des éleveurs à la poursuite de la vaccination dans le cordon et à l'activation d'un vaste réseau d'épidémio-surveillance. Les GIP sont basés sur les éleveurs qui sont le premier maillon de ce réseau. Les FELGIP sont l'instance où les leaders d'une région se retrouvent. Ces "faiseurs d'opinion" sont incontournables pour une bonne information et une bonne participation des éleveurs. Lors d'une réunion à Bossangoa, les éleveurs ont déclaré que ce ne sont pas seulement les 40 techniciens du réseau qui doivent être formés mais également les éleveurs. Nombreux ont été alphabétisés et ils souhaitent aider, une fois formés, à retransmettre aux autres éleveurs les informations sur les maladies qui les menacent.

#### **RECOMMANDATION 10**

**La relance de la collaboration entre le PACE et le DAM / FNEC est essentielle pour une bonne sensibilisation.**

#### **2.4. La collaboration entre le PACE et le PRASAC (Observatoire du Changement)**

Le PRASAC dispose à Bangui d'une cellule Observatoire du Changement commun à la RCA, au Tchad et au Cameroun. Un de ses outils de travail consiste en une base de données régionale couplées avec un système d'information géographique (SIG).

Les données recueillies, au niveau Préfectoral et Sous-Préfectoral pour les trois pays, concernent le milieu humain et le milieu agricole (différentes cultures, produits agricoles, cheptels...). Certaines données concernent donc déjà l'élevage et le PACE et le PRASAC y gagneraient à enrichir cette base de données pour la rendre plus complète et plus dynamique (mouvements de transhumance, flux commerciaux du bétail...) et surtout opérationnelle. **Il s'agit d'ajouter une composante PACE à la base de données du PRASAC. Cette base pourrait devenir opérationnelle pour la surveillance épidémiologique de la RCA en particulier, et si possible pour les trois pays.** Le SIG qui en découlerait pourrait devenir un outil d'aide à la décision en cas de déclaration d'un foyer de maladie contagieuse. Pour ne pas dépendre du PRASAC, une personne du PACE devrait être formée à l'utilisation de cette base et du SIG.

Parmi les différentes "couches" de données à introduire dans la base du SIG de l'Observatoire du Changement du PRASAC, il serait nécessaire d'ajouter les données du PACE concernant :

- les localisations du cheptel en saison des pluies et en saison sèche
- la démographie animale (recensements des différents cheptels, comme cela se faisait habituellement avant chaque campagne de vaccination, et étude de leur évolution)
- les résultats des vaccinations et les taux de couverture vaccinale
- les résultats de la séro-surveillance : cas de suspicion de maladie contagieuse et les résultats du laboratoire...

A ces données de base il serait nécessaire **d'adjoindre toutes les données concernant les ressources humaines des différents réseaux de communication :**

- la localisation des 40 techniciens spécialisés du réseau d'épidémiologie-surveillance
- la localisation des 75 autres postes vétérinaires sur les 115
- la localisation des 18 animateurs du Département Animation Mutualiste (DAM) de la FNEC
- la localisation des 26 Fédérations Locales (FELGIP) et des 240 Groupements d'éleveurs et agro-éleveurs (GIP et GIAP).
- la localisation des 60 chefs éleveurs et grands Ardo.

- la localisation des responsables régionaux ou locaux des Associations des Commerçants et des Bouchers.

**En cas d'apparition d'un foyer confirmé de maladie contagieuse dans un endroit donné, la consultation de la base donnerait immédiatement les personnes à mobiliser dans chacun des réseaux, tout autour du foyer, pour éviter la propagation et enrayer la maladie.**

#### **RECOMMANDATION 11**

**Renforcer la collaboration du PACE avec le PRASAC** notamment pour l'alimentation de la base de données du PRASAC par les données du PACE afin d'en faire un élément de décision (**base de données et SIG**) pour la surveillance épidémiologique de la RCA.

### **2.5. La mise en place du Réseau d'Epidémio-surveillance.**

Ce réseau, bâti autour de 40 techniciens et d'un laboratoire, fait intervenir en premier lieu l'ensemble des éleveurs (mais aussi les commerçants et bouchers) et cherche à détecter le plus rapidement possible des symptômes pouvant faire penser à l'apparition de la Peste et/ou de la Péripleumonie bovine (et d'autres maladies suivies comme la peste des petits ruminants).

La démarche recherchée et à faire adopter par tous les intervenants est :

- **la surveillance du bétail,**
- **l'isolement en cas de suspicion**
- **l'information du technicien le plus proche.**

Cette information doit provoquer une enquête épidémiologique de la part des techniciens spécialisés du réseau (vérification, prélèvement, analyse de laboratoire, résultat) et conduire en retour à des mesures à prendre : lever de la suspicion ou intervention sur le terrain.

La sensibilisation - communication doit donc emprunter deux chemins :

- **un chemin descendant**, de sensibilisation des éleveurs, commerçants et bouchers à la surveillance des maladies, à la reconnaissance de ces maladies et à l'acquisition du réflexe d'information du technicien le plus proche, par toutes les voies possibles PARC, FNEC, administration...
- **un chemin ascendant**, en cas de suspicion ou d'apparition d'un foyer, partant de l'éleveur et aboutissant au technicien mais aussi aux autres éleveurs.

### **2.5.1. Le réseau de sensibilisation est-il différent du réseau d'épidémio-surveillance ?**

Il s'agit d'entraîner 24 000 éleveurs à la surveillance de leurs 2 500 000 bovins. C'est la base du réseau.

Tous les réseaux existants et qui empruntent ce chemin descendant, doivent être mobilisés pour parvenir à ce résultat. Les 40 techniciens sont un élément de ces réseaux d'information mais sont plus spécialement chargés du diagnostic des maladies une fois qu'une suspicion est déclarée.

**Les réseaux mobilisables sont :**

- **ANDE : 4 Directions, 32 secteurs et 115 postes (dont 40 techniciens spécialisés).**
- **la FNEC : 26 Felgip et 250 GIP et GIAP appuyés par 18 animateurs et animatrices (35 actuellement)**
- **7 Maires de Communes d'Elevage, 50 Grands Ardo et 1500 Ardo.**
- **l'Association des commerçants (ACCB)**
- **l'Association des bouchers (ANBC)**

Le schéma de la page suivante illustre le positionnement des différents éléments de ces 5 réseaux.

Sans le recours à tous ces réseaux à la fois, avec des contributions spécifiques à définir, il est illusoire de vouloir créer le réflexe de surveillance-information du technicien, avec seulement 40 techniciens spécialisés.

#### **RECOMMANDATION 13**

**Renforcer la collaboration au niveau national entre les cinq réseaux (ANDE, FNEC, ACCB, ANBC et organisation traditionnelle) et au niveau local en positionnant clairement les 40 techniciens spécialisé du Réseau d'Epidémiosurveillance.**

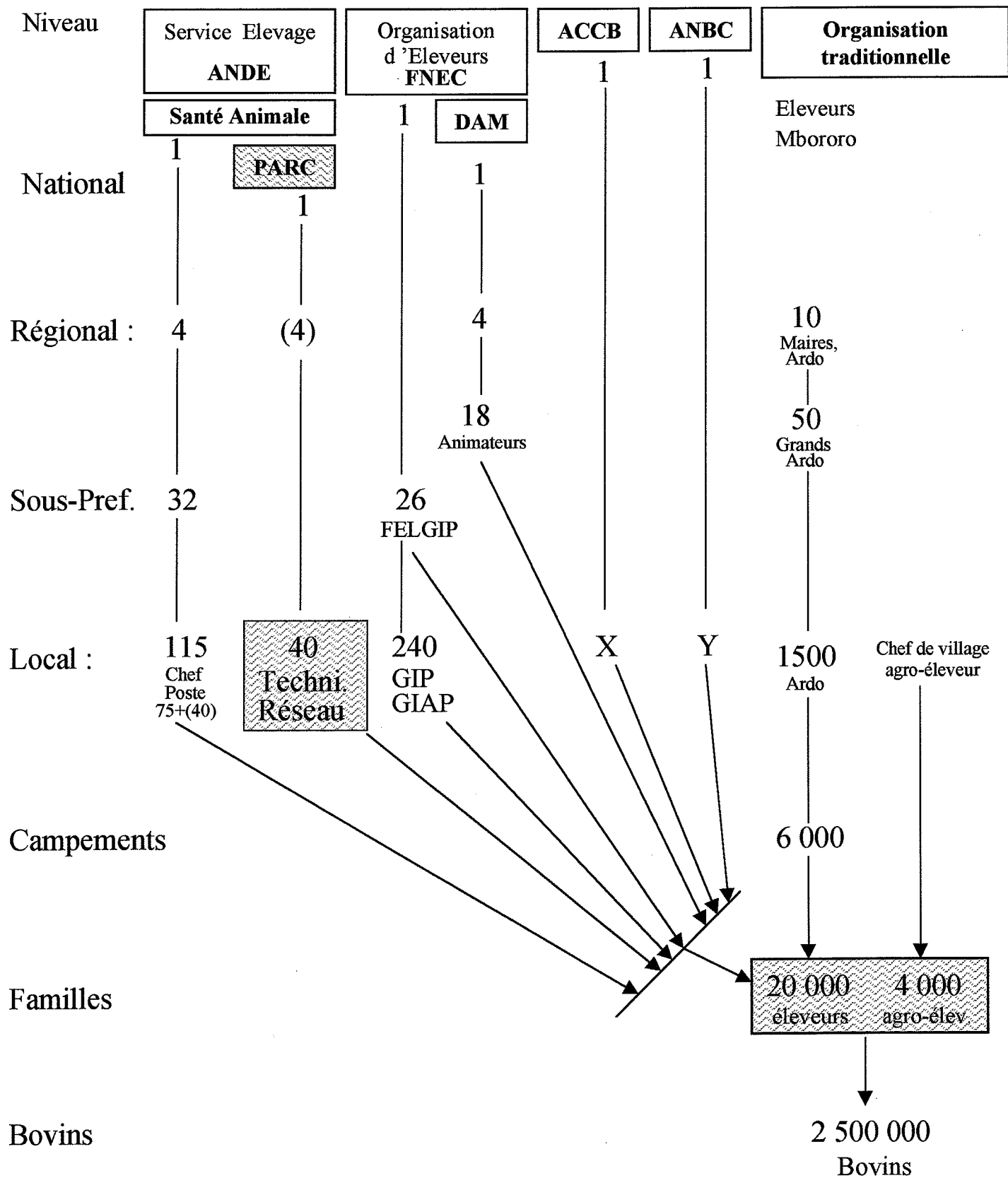
### **2.5.2. Quel message faire passer concernant des maladies inconnues des éleveurs ?**

**1. La surveillance du cheptel par les éleveurs suppose la reconnaissance des symptômes importants des maladies par les éleveurs.**

Nous avons pu constater auprès de quelques techniciens que la combinaison des symptômes conduisant à la suspicion de peste n'était pas maîtrisée malgré la formation. Une dernière clarification reste donc d'abord à faire avec les techniciens.

## Structure des réseaux de Communication

disponibles pour la surveillance épidémiologique en RCA



Ensuite, il reste à adapter les documents de sensibilisation au public qui doit l'assimiler, les éleveurs, commerçants et bouchers, pour les utiliser tous les jours pour la surveillance du cheptel. **Le premier maillon du réseau d'épidémio-surveillance est bien constitué en RCA par les 24 000 éleveurs qui gardent tous les jours les 2 500 000 bovins.**

La peste et la péripneumonie sont des maladies qui ne sévissent pas dans le pays et que très peu d'éleveurs ont eu l'occasion de voir (dans le centre et dans l'ouest pour la peste en 1983, dans l'ouest avant les années 1970 pour la péripneumonie et plus récemment dans l'est au début des années 1990). **La reconnaissance par les éleveurs des symptômes des maladies suivies est donc un préalable au bon fonctionnement du réseau. La mise au point de documents pédagogiques simplifiés, sur la reconnaissance des maladies surveillées, et destiné aux éleveurs, est un impératif.** Les documents simplifiés de sensibilisations, destinées aux éleveurs, commerçants et bouchers, joints en Annexe, doivent être finalisés et testés par la Cellule de Communication du PARC / PACE puis diffusées à travers les différents réseaux identifiés.

Les documents de sensibilisation des éleveurs à la reconnaissance des principaux symptômes des maladies sont en Annexe et devraient tenir sur cinq feuilles recto-verso. Ces documents sont à diffuser au niveau des 5 structures nationales identifiées, au niveau des 115 techniciens, au niveau des 240 GIP et GIAP et au niveau des 26 FELGIP.

- niveau national	jeux de 5 feuilles recto - verso	70
- Techniciens	115 x 2 jeux	230
- GIP et GIAP	240 x 6 jeux	1 440
- FELGIP	26 x 5 jeux	<u>130</u>

Total..... 1 870

Pour une sensibilisation des éleveurs, commerçants, bouchers et des cinq réseaux de communication en présence, il est nécessaire d'éditer et de diffuser 1 870 jeux de 5 feuilles recto - verso (noir et blanc, sur papier normal), soit environ 10 000 feuilles.

## **2. L'isolement du bétail suspecté de maladie surveillée.**

C'est le deuxième élément de la stratégie à faire adopter par les éleveurs, commerçants et bouchers. L'utilisation d'un parc existant ou la confection d'un parc pour isoler un animal suspect ne devrait pas poser de problème majeur pour être acceptée par l'éleveur, le commerçant ou le boucher, à condition que la réaction du technicien soit très rapide.

## **3. Le recours le plus rapidement possible au technicien le plus proche.**

Le troisième élément de la stratégie doit être précisé.

Les éleveurs connaissent, chacun dans leur zone, l'un des 115 postes vétérinaires du pays parmi lesquels se trouvent les 40 techniciens spécialisés du réseau. En cas de suspicion de maladie surveillée, l'éleveur bien sensibilisé ira avertir le technicien le plus proche. Le réseau

actuel est basé sur 40 techniciens spécialement formés à la surveillance épidémiologique mais qui devront être le plus souvent contactés par un technicien hors réseau et non par l'éleveur lui-même (l'éleveur de Digui pourra avertir le technicien de Bokolobo mais c'est celui-ci qui devra contacter le technicien du Réseau le plus proche, Alindao ou Bambari centre). **La connexion entre les 40 techniciens du Réseau et les 75 hors réseau doit être prise en compte par le PARC (au minimum le remboursement des frais de déplacement du technicien) si l'on veut que l'information remonte au réseau.**

#### **RECOMMANDATION 14**

La Coordination du PARC / PACE, au niveau national, en liaison avec les 4 autres réseaux, doit :

- **définir le message** à faire passer : surveiller – isoler – informer le technicien.
- **adapter les documents** et les éléments de sensibilisation :
  - documents pédagogiques illustrés
  - émission radio rurale, micro-programmes...
- **diffuser auprès des éleveurs, commerçants et bouchers**

### **2.6. Le budget de fonctionnement du volet Communication-Sensibilisation**

Le volet Communication - sensibilisation n'a pas bénéficié en 1999 de tous les atouts auxquels il pouvait prétendre.

**L'équipement en matériel** pour la sensibilisation-communication n'a finalement pas été commandé dans le cadre du DP 2 et il doit être impérativement remis au budget pour le bon fonctionnement des activités de ce volet du PACE.

Le matériel à acquérir est le suivant :

- 1 magnétophone portable à bande ou à cassette, de qualité (pour retransmission à la radio nationale)
- 1 caméscope,
- 1 magnétoscope
- 1 poste de télévision
- 1 groupe électrogène portatif pour alimenter la vidéo-télévision et le projecteur diapositives (1 à 2 Kva). Un matériel équivalent pourrait être recherché en équipement solaire (batteries étanches et panneaux solaires).
- 1 écran
- 1 projecteur diapositives 220 volts
- 1 projecteur diapositives sur batterie 12 volts



#### 4. Formation

localement et à l'étranger (PARC Bamako)  
(Voyage , frais et per diem)..... 1 500 000

#### 5. Appui à la Communication

- indemnités cadres (2) 75 000 CFA/ mois x 12 x 2 = 1 800 000  
- fonctionnement moto (2) 15 000 CFA x 12 x 2 ..... 360 000  
- fournitures de communication : papier, bandes  
magnétiques, documents, raccordement au réseau  
prestation Radio nationale et rurale..... 1 340 000  
Total ..... 3 500 000 3 500 000

#### 6. Matériel d'appui à la communication

- magnétophone, groupe électrogène, écran, projecteurs.. 2 000 000

**Total ..... 11 500 000 CFA**

Ce budget doit donner au Responsable de la Communication et à son adjoint, les moyens de remplir leur tâche dans la sensibilisation à toutes les étapes d'une campagne de vaccination et à la circulation de l'information dans le réseau de surveillance épidémiologique au niveau national.

Les années suivantes le budget doit être diminué des investissements réalisés en première année (point 6.) et atteindre un montant annuel de 9 500 000 F.CFA.

#### **RECOMMANDATION 15**

**Le volet Communication-sensibilisation doit être doté des investissements et du fonctionnement qui le rendront opérationnel et permettront aux autres volets, vaccination et épidémiosurveillance, d'être eux aussi opérationnels**

### III. CONCLUSION

Il semble que cette année 1999, le PARC n'ait pas réussi à donner à la phase de sensibilisation toute l'importance qu'il aurait dû lui accorder, retard dans le lancement de la campagne et défaut de sensibilisation étant à l'origine des faibles résultats de vaccination qu'il faut s'attendre à enregistrer pour la campagne 1999-2000.

La nouvelle stratégie qui se dessine à partir de l'an 2000 est basée sur la mise en place d'un cordon sanitaire à l'Est d'une part, et d'un réseau d'épidémiologie-surveillance national dont les 24 000 éleveurs sont la base du système d'information du réseau de surveillance. Il est clair que dans ce schéma la sensibilisation-communication avec la base du réseau, devient aussi importante que le diagnostic pour protéger un cheptel qui n'aura bientôt plus de protection vaccinale dans l'Ouest mais jouxtera sur 1000 km de frontière, un pays qui renferme encore des foyers de peste bovine, le Soudan.

Les éléments de la mobilisation des éleveurs, base du réseau, reposent sur :

- la mise au point de messages clairs couplés avec des outils de sensibilisation adaptés (documents illustrés et sonores)
- l'information, la répartition des tâches et la coordination par le Coordonnateur du PARC / ANDE des cinq structures qui encadrent l'élevage de la RCA
- la compétence et les moyens de la Cellule Communication-Sensibilisation.



# la peste bovine

جیٹ بڑا نفع  
شو ٹائی

tue

votre

bétail...

Pettu mbaran  
hai moodon.

Pettu ayeto fa  
ahagana ti mo  
kue.

جیٹ بڑا نفع  
شو ٹائی

کیش جیٹ

tufe nai mon ngam  
Kison Pettu.

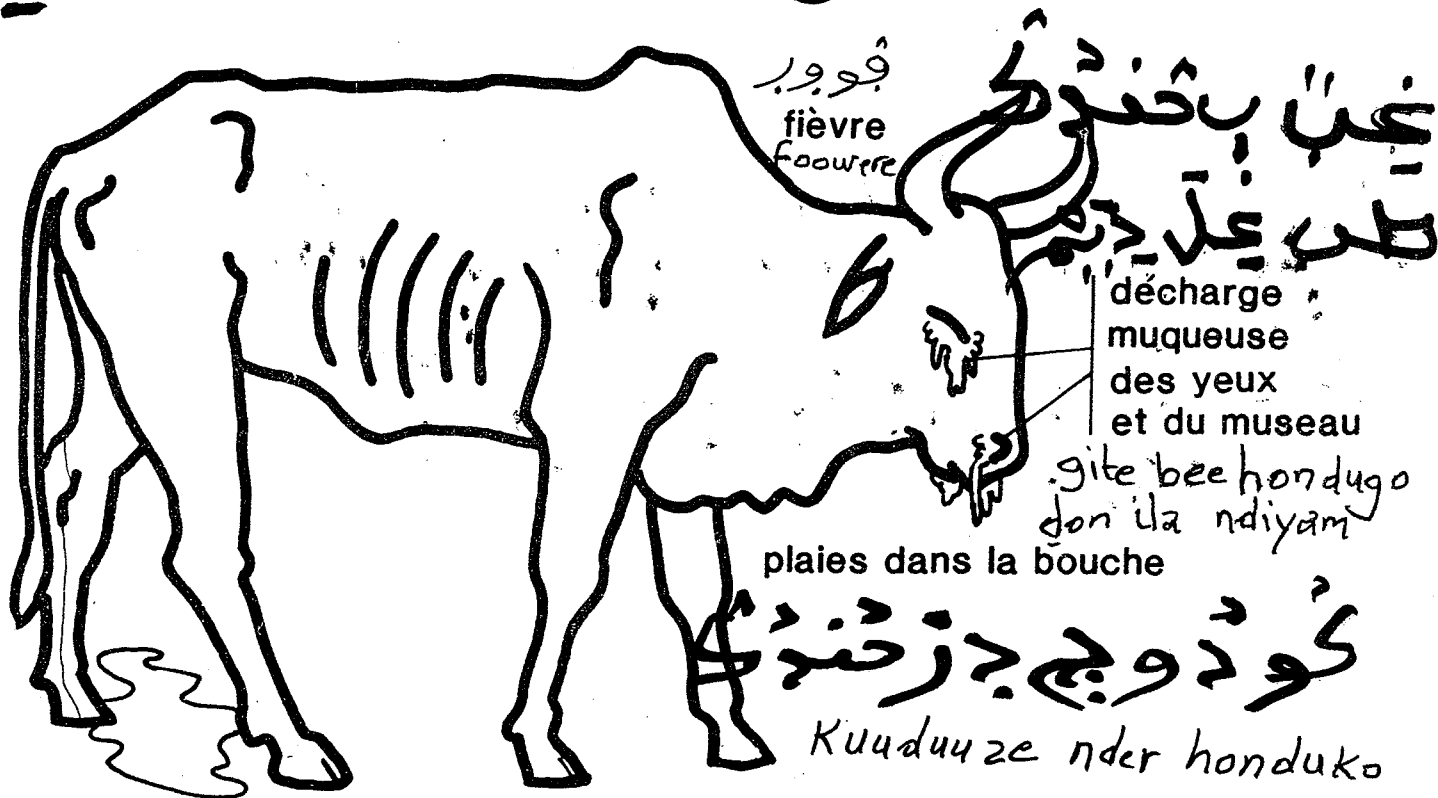
...évitez la peste bovine: vaccinez !

Ange na Petu kpo bagana h'm

# la peste bovine!

ثَمَّ بَتَّ ثَغْ نَغِ مَسَا لَوِ بَ يَلِيع

si vous voyez ces symptômes...  
dum Pettu to on gi' misaalauzi di



diarrhée

سَاارُول  
sāarol

## informez

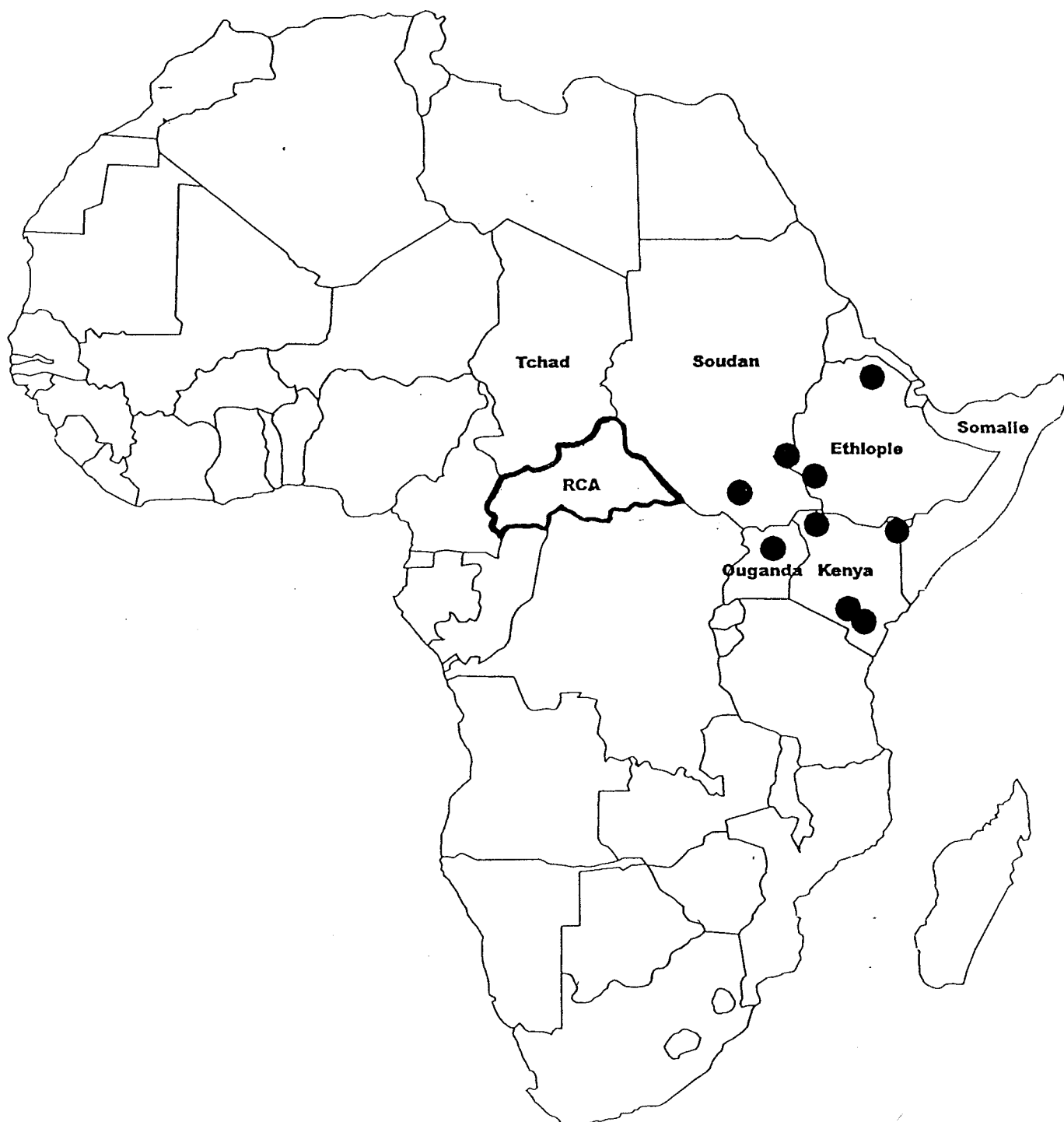
## immédiatement

تَحْنِي نِيكَا دَبَّتْ لَوُ

le service de santé animale

andineeka dofta law law.

## Peste bovine en Afrique



● Foyers de peste bovine entre 1994 et 1998

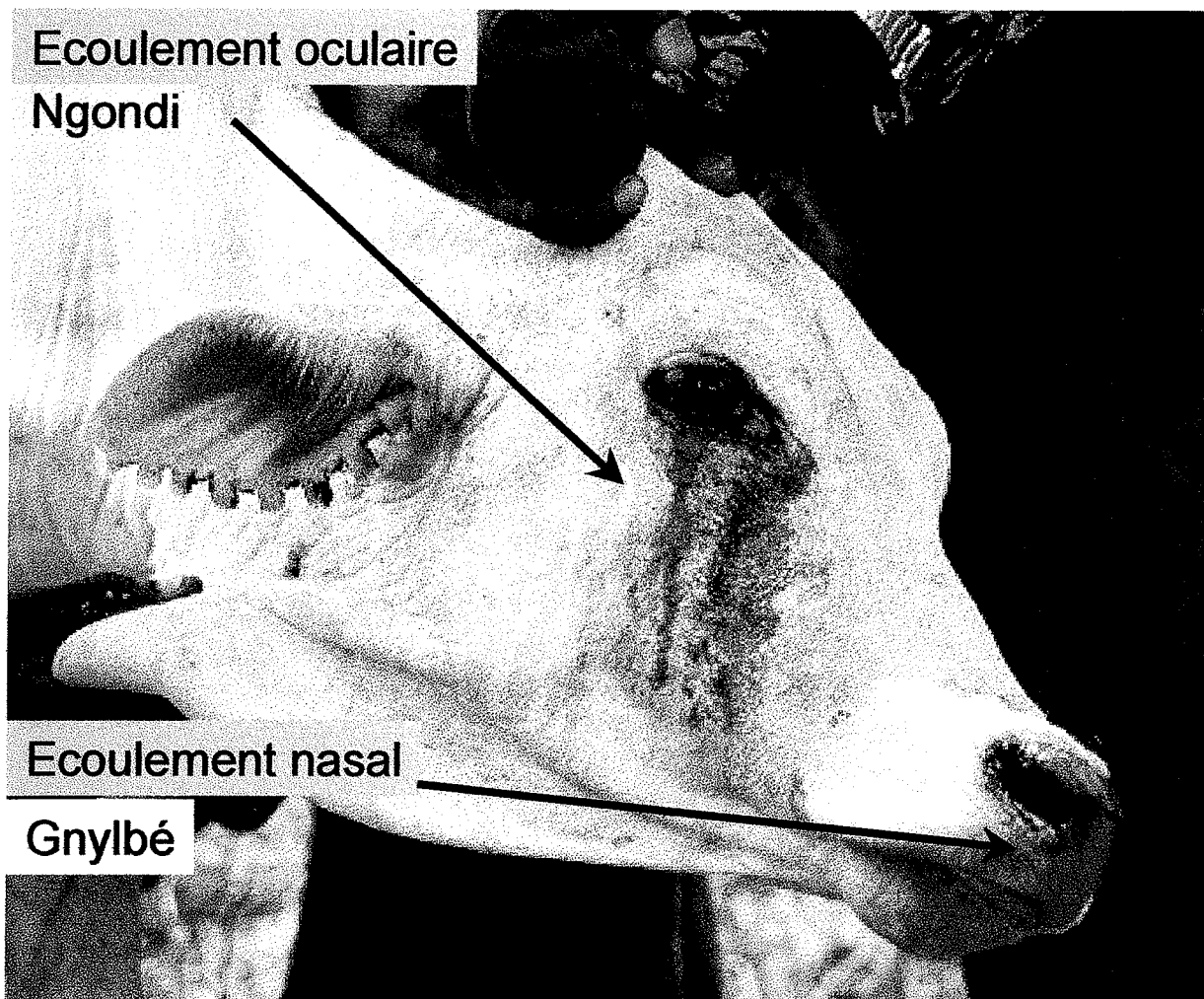


# Suspicion de Peste Bovine Pettou

Deux signes constants

• Ecoulement oculaire Ngondi

• Ecoulement nasal Gnylbé





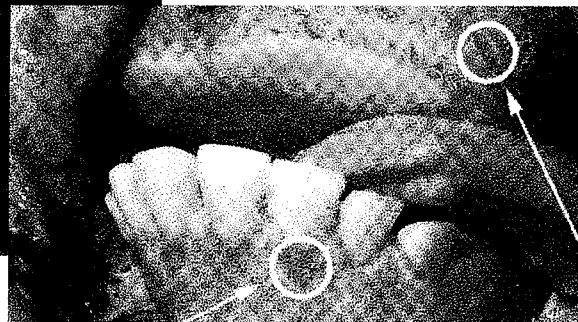
# Suspicion de Peste Bovine Pettou

Deux signes constants

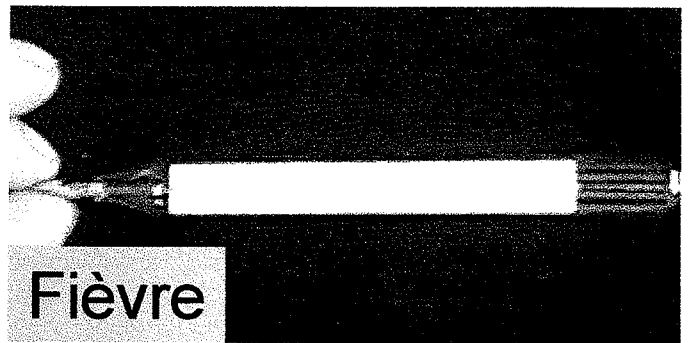
et DEUX signes sur les CINQ suivants :



Erosion buccale  
Putté



Diarrhée  
Sarol



Fièvre  
Fowéré

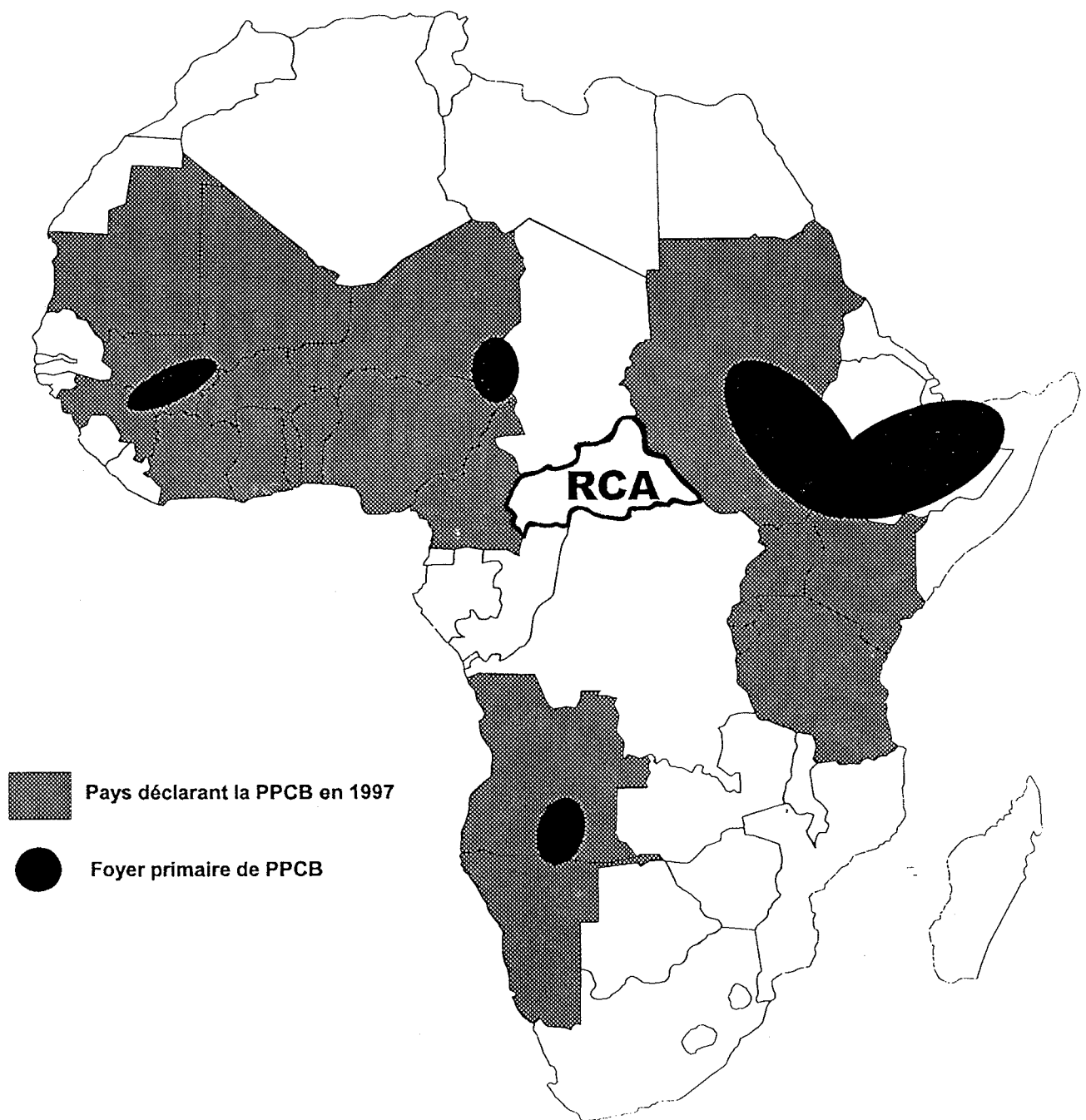


Opacité de la cornée  
Guitté puré



Mort  
Wati

## Aire de répartition de la péripneumonie contagieuse des bovidés en Afrique

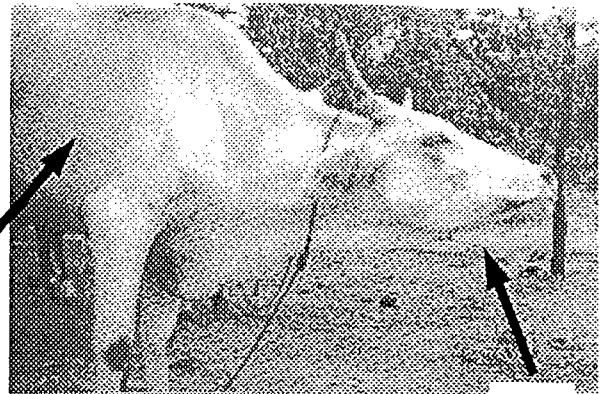


# Suspicion de péripneumonie contagieuse des bovidés

## BOUMSOUDE

Animal vivant

Respiration rapide, difficile ou bruyante

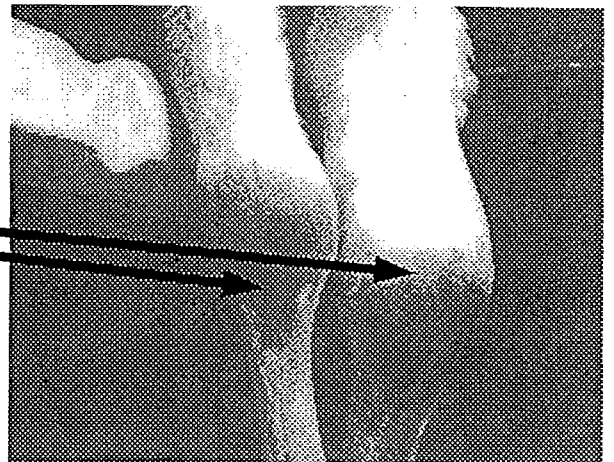


Toux surtout après exercice  
Toutes petites toux persistantes accompagnées  
de perte de poids ou non

Toux

Ecoulement du mufle et des yeux  
(signes inconstants)

Chez le veau, lésion  
des articulations.



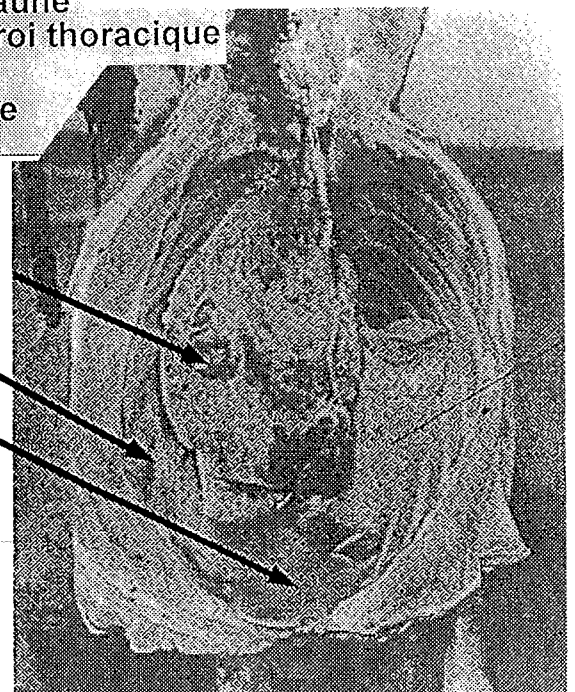
### Lésions

Liquide jaune dans la cage thoracique  
Poumon couvert de placard fibrineux jaune  
Adhérence du ou des poumons à la paroi thoracique  
Poumon d'aspect marbré  
Séquestre pulmonaire en cas chronique

Poumon affaissé, en damier.

Placard fibrineux.

Liquide jaune.



Mortalité.

**wati**

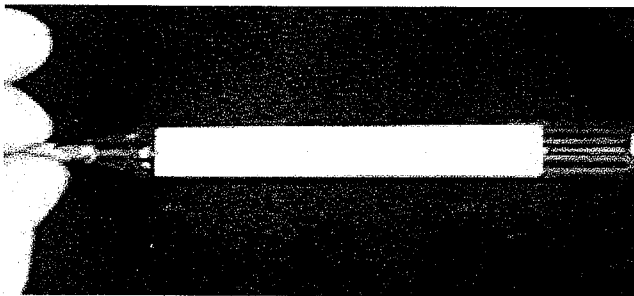
# Suspicion de Peste des Petits Ruminants



Ecoulement des yeux



Jetage buccal et nasal



Fièvre, abattement



Lésions buccales



Langue : Enduit blanc



Toux et Diarrhée



Mortalité

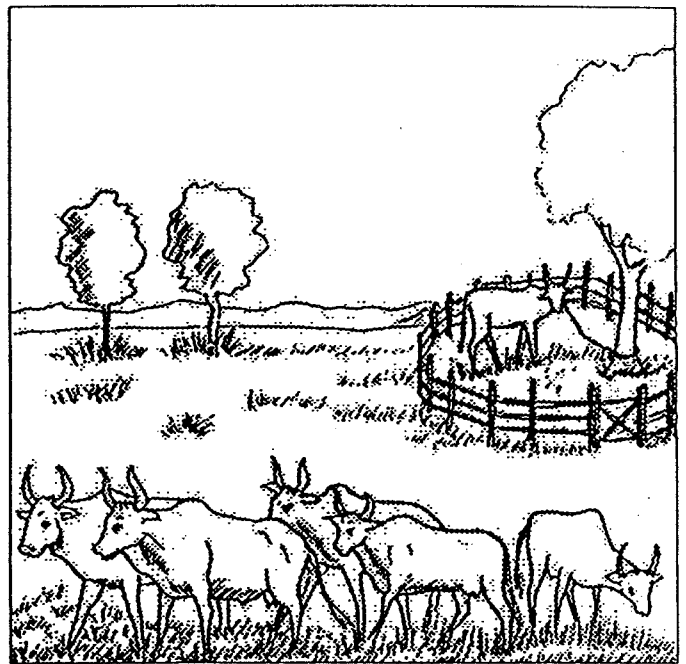
**Que doivent faire les éleveurs  
les commerçants  
les bouchers**

**s'ils remarquent des signes de suspicion de :**

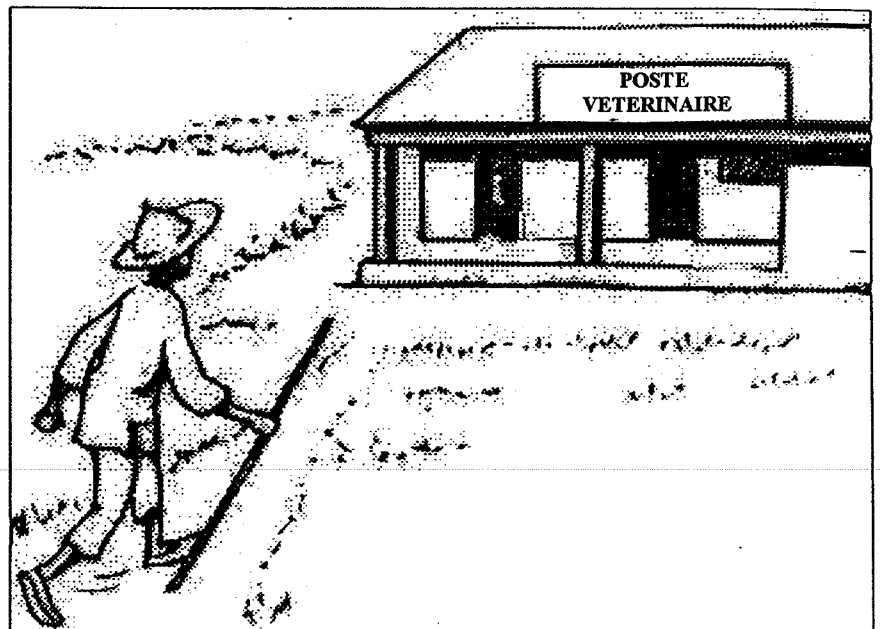
- **Peste Bovine PETTOU**
- **Péripleumonie BOUMSOUE**
- **Peste des Petits Ruminants ?**



**ISOLER LES ANIMAUX MALADES**



**PREVENIR l'AGENT VETERINAIRE**



# Cordon sanitaire et réseau d'épidémiosurveillance

